

toxi[base]

revue
documentaire

4

4ème trimestre 2000

Recherche aux Etats-Unis

- . dossier : Recherches en sciences sociales
et politiques antidrogues aux Etats-Unis P. 1
- . sélection thématique
de la base de données P. 25
- . thèse en recherche :
Position sociale de l'usager de
drogue et facteurs d'exclusion P. 53
- . épidémiologie :
Etude sur les consommateurs d'héroïne
par voie intraveineuse à Strasbourg P. 65
- . information, prévention,
réduction des risques P. 74
- . législation P. 82
- . actualités congrès P. 87
- . Index thématique P. 92

toxi[base] : revue
documentaire de
pharmacodépendance
et de toxicologie
14, av. Berthelot 69007 Lyon, France
tél 78 72 47 45
fax 78 72 93 44

Recherches en sciences sociales et politiques antidrogues aux Etats-Unis

Laurent LANIEL*

«In the interpretation of all social life, there is a persistent and never-ending competition between what is right and what is merely acceptable. In this competition, while a strategic advantage lies with what exists, all tactical advantage is with the acceptable. Audiences of all kinds most applaud what they like best.»¹

John K. Galbraith

Résumé

L'histoire des politiques anti-drogues aux Etats-Unis paraît s'être bâtie d'avantage sur une notion de "sagesse conventionnelle" plutôt que sur les apports de la recherche scientifique. Depuis près de 100 ans que les Etats-Unis ont un statut de super-puissance c'est également le pays qui a développé le plus grand nombre de centres et de programmes de recherches sur le sujet au monde. Cet article résume l'histoire des politiques anti-drogues américaines et leur lien avec les thèmes les plus investis par la recherche: le débat autour de la prohibition/légalisation et celui sur le lien entre drogues et criminalité. Depuis la période de prohibition de l'alcool (1909-1933), celle-ci reste au centre des politiques anti-drogues même si elle fait l'objet d'une forte opposition de la part de contradicteurs militants (T.Szaz, Lindesmith center) ou de chercheurs ayant pris ce thème comme objet d'étude (DPRC, P.Reuter). La drogue apparaît également toujours d'avantage comme un justificatif de la politique carcérale, 60% des détenus fédéraux étant incarcérés pour infraction à la législation sur les stupéfiants. Enfin, le débat sur l'environnement socio-culturel de l'usage de drogues ("set and setting", d'après le concept élaboré par N.Zinberg), à l'origine de nombreuses recherches sociologiques et anthropologiques, va à l'encontre des affirmations de la politique anti-drogues américaine sur les conséquences purement pharmacologiques de l'usage de drogues. Cette analyse plus fine du contexte de pauvreté, de la marginalité et des différences culturelles tend à resituer la drogue comme une des conséquences des problèmes sociaux et non l'inverse. De ce point de vue, la politique américaine anti-drogues instrumentalise bon nombre de recherches officielles afin de pérenniser un système bureaucratique et une logique carcérale au prix d'une détérioration de la situation des droits de l'homme dans ce pays. Cet article est issu d'une recherche menée dans le cadre du programme MOST-drogues de l'UNESCO. Il présente une volumineuse bibliographie thématique réunie par l'auteur.

* Doctorant à l'EHESS et membre du Programme MOST-Drogues de l'UNESCO

¹ « L'interprétation de toute vie sociale est soumise à une concurrence constante entre ce qui est vrai et ce qui est simplement acceptable. Dans cette lutte sans fin, bien que la réalité détienne un avantage stratégique, tous les atouts tactiques sont du côté de l'acceptable. Les publics, quels qu'ils soient, réservent leurs plus chauds applaudissements à ce qu'ils préfèrent entendre ». Galbraith J. : *The Affluent Society*, 40th Anniversary Edition, Mariner Books, Boston & New York, 1998 (1958), p. 6. Toutes les traductions présentées dans cet article ont été réalisées par son auteur.

Introduction²

Recherche, sagesse conventionnelle et politique antidrogues

Le lecteur pourrait être surpris de trouver une citation extraite du fameux chapitre de Galbraith sur la « Le concept de sagesse conventionnelle » en ouverture d'un article consacré à la *recherche* sur le trafic et les politiques de contrôles des drogues (*drug control policy*) aux États-Unis. En effet, la sagesse conventionnelle ou « la structure des idées basée sur l'acceptabilité »³ n'a pas grand chose à voir avec la recherche, qui est censée produire des faits validés scientifiquement et non simplement acceptables. Ces faits sont largement reconnus comme appartenant au domaine de la « connaissance » ou de la « vérité », et la plupart des gens supposent ou du moins espèrent, que la connaissance scientifique inspirent les politiques publiques. Mais si Galbraith, fin observateur critique de la politique économique américaine, a rédigé de nombreux ouvrages pour montrer que cette supposition ou cet espoir est par trop optimiste, il en aurait sans doute écrit beaucoup d'autres s'il savait étudier les politiques de contrôle des drogues.

D'après de nombreuses études et d'après plusieurs chercheurs américains, il semble que la politique antidrogues aux États-Unis ait été largement imperméable à l'influence de la recherche et qu'elle ait été bâtie sur des notions relevant de la sagesse conventionnelle. A en juger par ce qu'en disent un grand nombre de chercheurs américains² en sciences sociales, l'impact paradoxal de la sagesse conventionnelle constitue l'un des aspects structurels de la politique antidrogues américaine. Dans une très large mesure, ce travail reflète les efforts – largement stériles, jusqu'ici – des scientifiques sociaux américains pour contrer l'influence de la sagesse conventionnelle sur la politique.

Du fait de l'impact de la sagesse conventionnelle et de l'idéologie sur la politique, et parfois de la commodité politique et des préjugés racistes, de grands chercheurs américains considèrent depuis longtemps que les politiques antidrogues et les dynamiques qu'elles engendrent ou dont elles sont les produits, constituent un aspect important, voire crucial, du « problème de la drogue » dans leur pays. Ainsi, les livres et les articles traitant de la politique sont bien plus nombreux aux États-Unis que les études des mécanismes de fonctionnement du trafic de drogues illégales. Cet état de fait est reflété dans la bibliographie proposée ici, où la rubrique intitulée « Politique de contrôle et problèmes de justice pénale » est celle qui contient le plus d'entrées, alors qu'une grande partie de la littérature listée dans les autres rubriques traite aussi, implicitement ou explicitement, de la politique et/ou vise à l'influencer.

Le leadership américain

Les États-Unis sont actuellement la seule « superpuissance antidrogues » de la planète et leurs actions et omissions, à l'intérieur de leurs frontières comme à l'extérieur, ont de fortes répercussions sur la scène mondiale du trafic de drogues et du régime de contrôle. Il n'est pas exagéré de dire qu'en ce qui concerne le phénomène drogues moderne, c'est aux États-Unis que tout a commencé entre la fin du XIX^{ème} siècle et le début du XX^{ème}. En effet, la législation actuellement en vigueur dans la plupart des pays est basée, ou du moins en accord, avec la législation internationale, qui est elle-même grandement inspirée du modèle américain.

Depuis plus de cent ans, les « *narcotics* », comme les Américains aiment à appeler les substances illégales, ont influencé les politiques publiques et attiré l'attention des chercheurs. Ainsi, c'est aux États-Unis que les sciences sociales sur les drogues illégales dans le monde sont aujourd'hui les plus développées. Ce leadership s'explique par des facteurs « physiques » : les États-Unis sont l'un des plus grands pays du monde, ils possèdent de nombreuses universités et un grand nombre de centres de recherche gouvernementaux et indépendants, ainsi que diverses fondations

² Cet article est basé sur les résultats d'un voyage d'études d'un mois aux États-Unis en avril/mai 1999, dans le cadre du International Visitor Program du service culturel de l'ambassade des États-Unis à Paris. Ce voyage a bénéficié d'un co-financement du Programme MOST-drogues de l'UNESCO. Je tiens à remercier le gouvernement américain, le Programme MOST-drogues ainsi que toutes les personnes, chercheurs et autres, qui ont bien voulu donner de leur temps pour me rencontrer aux États-Unis.

³ *Ibid.*, p. 15.

privées. De plus, comme les drogues constituent une préoccupation de politique intérieure et étrangère de premier plan et un sujet de débat idéologique et politique, les financements de recherche ont été comparativement plus généreux que dans d'autres pays, même si nombre de chercheurs déclarent qu'il n'était pas facile de les obtenir.

D'autres facteurs, expliquant à la fois l'abondance de la recherche et sa forte concentration sur le thème des politiques publiques, résultent des particularités de la démocratie américaine. En effet, bien que certaines zones d'ombre persistent du fait de la « sécurité nationale » (le secret défense des Américains) et de la raison d'État, la politique se prête plus facilement à la recherche parce qu'elle est publique et qu'elle génère beaucoup de littérature officielle sur laquelle des études peuvent s'appuyer. Le droit d'accès aux documents officiels est pris bien plus au sérieux aux États-Unis que dans la plupart des autres pays. La responsabilité envers les citoyens (*public accountability*) est un aspect central de la démocratie américaine, et les citoyens, c'est à dire les contribuables qui financent le gouvernement, ont le droit de savoir ce que qu'on fait de leur argent. La Loi sur la liberté de l'information (*Freedom of Information Act, FOIA*) constitue un garde-fou contre la confidentialité excessive des actions gouvernementales. Aussi le gouvernement produit-il de nombreux documents expliquant et justifiant ses actions et il prend soin de les rendre facilement accessibles au public. Par exemple, une très grande quantité de littérature américaine officielle est disponible sur internet. L'argent est également une des raisons essentielles de la concentration des chercheurs sur le thème politique. En effet, le gouvernement fédéral consacre plus de 10 milliards de dollars par an au contrôle des drogues depuis de longues années et une somme au moins équivalente est dépensée par les autres niveaux de gouvernement : les États, les comtés et les municipalités. Actuellement pas moins de 52 agences fédérales participent à l'effort fédéral de contrôle, et chacune d'entre elles doit justifier son budget. Le partage du « fromage » que constitue le budget antidrogues, c'est à dire l'affectation annuelle des fonds par le Congrès, donne lieu à un débat public et bureaucratique où des arguments sont produits afin de soutenir les demandes de financement. Les arguments avancés par l'énorme bureaucratie antidrogues américaine afin d'obtenir des fonds, la mécanique bureaucratique elle-même et son impact à la fois sur les politiques suivies et sur leur mise en pratique ont donné lieu à de nombreuses recherches. Ceci participe à une tradition qui remonte aux origines mêmes des États-Unis. Les pères de la Constitution américaine avaient pour principal souci de se prémunir contre l'avènement d'une forme oppressive (de type européen) de gouvernement. La Constitution cherche ainsi à garantir la Liberté (*Liberty*) individuelle par l'établissement de contrôles et d'équilibres entre les pouvoirs (*checks and balances*) ainsi que leur séparation. En outre, les écrits du philosophe britannique John Stuart Mill exercent une grande influence sur la pensée américaine. Mill se méfiait de la bureaucratie, dont il pensait qu'elle tendait à mettre ses activités officielles – de service public – au bénéfice exclusif de sa propre reproduction⁴.

La suspicion envers les activités du gouvernement et de la bureaucratie en général nous semble aussi répandue au sein de la communauté des sciences sociales américaines que dans la société en général, et les Américains ressentent le besoin de les maintenir sous contrôle. D'une certaine façon, sous prétexte d'une quête de la rationalité, la recherche concernant la politique antidrogues constitue probablement l'une des meilleures illustrations actuelles de cette suspicion.

La très forte préoccupation sociale générée par les drogues aux États-Unis depuis les années 1980, ainsi que l'ampleur, le caractère punitif et les résultats des politiques antidrogues des vingt dernières années ont conduit de nombreux chercheurs américains à explorer les origines du contrôle des drogues modernes afin de comprendre les fondements historiques des problèmes actuels. Ce « ré-examen » du passé à la lumière des événements contemporains est l'objet de cet article. Dans une première partie, nous analyserons ce que nous considérons comme les axes fondamentaux du débat sur la politique antidrogues intérieure, à savoir le débat autour de la prohibition/légalisation et celui sur le *nexus* (lien) drogues/criminalité qui constitue probablement

⁴ Mill était également opposé à l'utilisation de la loi pour empêcher les individus de s'autodétruire, et il est probable qu'il n'approuverait pas la politique antidrogues américaine actuelle. Marc Moore cite le passage suivant d'un des ouvrages de Mill, *La Liberté* (*On Liberty*, 1859) : « La seule raison pour laquelle on peut exercer de plein droit un pouvoir sur un individu membre d'une communauté civilisée contre son gré, c'est d'empêcher que d'autres pâtissent de ses actions. Le propre bien-être de l'individu en question ne constitue pas une justification suffisante », in Moore M. : « Drugs, the Criminal Law and the Administration of Justice », in Bayer R. & Oppenheimer G. : *Confronting Drug Policy: Illicit Drugs in a Free Society*, Cambridge University Press, Cambridge & New York, 1993, p. 226.

le sujet le plus visité par les chercheurs et celui qui donne lieu à la plus chaude controverse actuellement aux États-Unis. En effet, la prohibition et les liens que les législateurs et la population américains perçoivent depuis longtemps entre drogues et criminalité, constituent les fondements du régime de contrôle des drogues aux États-Unis et dans de très nombreux autres pays.

La deuxième partie sera consacrée à une brève présentation du concept de « *set and setting* » (l'environnement socioculturel). Ce concept, issu des sciences sociales américaines, est au centre du débat entre chercheurs et politiciens américains.

I. Le problème des politiques de « contrôle des drogues »

Les recherches historiques sur les origines du contrôle des drogues aux États-Unis ont révélé que plusieurs des aspects des politiques actuelles qui préoccupent les chercheurs trouvent leur source au XIX^{ème} et au début du XX^{ème} siècles, alors que la révolution industrielle transformait l'économie et la société américaine. Des changements dans la distribution de la population, la croissance simultanée des classes ouvrières et moyennes urbaines alimentée par une nouvelle vague d'immigration, l'émergence de nouvelles conditions de travail et les progrès de la chimie et de la pharmacologie donnèrent naissance à de nouveaux problèmes, de nouvelles peurs, de nouveaux concepts scientifiques, une nouvelle sagesse conventionnelle et de nouvelles politiques. Toutefois, il faut souligner que jusqu'aux années 1960-1970 la recherche sur les drogues se concentrait principalement sur l'usage et ses conséquences, et pas du tout sur leur commerce. Ceci reste vrai aujourd'hui encore, car même si la recherche sur le trafic s'est largement développée dans les années 1970, la grande majorité des auteurs de sciences sociales traitent toujours des problèmes liés à l'usage, aux politiques de contrôles et à leur mise en pratique.

1. Les origines

Selon le sociologue Harry Levine, le concept d'« addiction » et sa caractérisation par les autorités médicales et morales comme une maladie ou une condition pathologique, fut initialement élaboré pour rendre compte de l'« ébriété habituelle » à la fin du XVIII^{ème} siècle (et n'existait pas avant cette date), puis fut étendu afin de couvrir ce que nous appelons maintenant les drogues illégales en grande partie du fait de l'usage problématique d'opiacés (principalement de la morphine) chez les anciens combattants de la Guerre de sécession (1861-1865) et chez les femmes (blanches) des classes moyennes et supérieures⁵. Les recherches socio-historiques de Levine et d'autres suggèrent que l'addiction est en fait un construit moral et social, dont la création doit beaucoup au mouvement pour la tempérance du XIX^{ème} siècle⁶. La préoccupation d'ordre médicale et morale générée par l'addiction dans l'Amérique blanche poussa les législateurs à entreprendre de contrôler le commerce intérieur et l'usage de drogues dès la fin du XIX^{ème} siècle. L'inquiétude des autorités médicales devant la très large disponibilité de produits de consommation contenant des substances psycho-actives (vins et sodas à la cocaïne, sirops pour la toux à l'héroïne, etc.) ainsi que l'outrage – et le lobbying efficace – de leaders moraux et religieux partis en croisade contre l'usage et l'abus très répandus de ces produits, aboutit à l'adoption d'une législation nationale. La première loi fédérale fut le *Pure Food and Drug Act* de 1906, qui requit que les ingrédients psycho-actifs soient mentionnés sur les étiquettes des produits faisant l'objet d'un commerce inter-État ; la deuxième grande loi, qui est plus connue, fut le *Harrison Act* de 1914, une loi fédérale qui taxa le commerce des opiacés et confia aux médecins le soin exclusif d'administrer ces substances. Le département du Trésor était chargé de

⁵ Levine H. : « The Discovery of Addiction: Changing Conceptions of Habitual Drunkenness in America », in *Journal of Studies on Alcohol*, Vol. 38, No. 1, January 1978. Sur l'usage d'opiacés au XIX^{ème} siècle, voir Courtwright D. : *Dark Paradise : Opiate Addiction in America Before 1940*, Harvard University Press, Cambridge, 1982, pp. 35-42.

⁶ Levine, *op.cit.*, pp. 151-161. Voir aussi, entre autres, Blocker J. : *American Temperance Movements*, Twayne, Boston, 1989 ; et Gusfield J. : *Symbolic Crusade: Status Politics and the American Temperance Movement*, University of Illinois Press, Urbana, 1963 ; Becker H. : *Outsiders*, Éditions Métailié, Paris 1985 (New York, 1963), Chapitre 8 sur « Les entrepreneurs de morale ».

faire respecter cette loi fédérale. En 1920, il créa un bureau spécialisé à cette fin : La Division narcotique de l'Unité de prohibition. C'est ainsi que naît la bureaucratie fédérale de répression des infractions aux lois sur les drogues, dont l'expansion postérieure a fait l'objet de fascinantes études historiques⁷. En juillet 1930, la Division des narcotiques devint le Bureau fédéral des narcotiques (*Federal Narcotics Bureau*, FBN), dont le directeur, portant le titre de *Commissioner*, fut jusqu'en 1962 le célèbre Harry J. Anslinger, qui détient le record de longévité à un même poste de la haute fonction publique aux États-Unis. Un peu plus tard, Anslinger joua un rôle clé pour faire de la répression le moyen privilégié de traiter le problème de la drogue à l'intérieur et à l'extérieur de son pays (cf. *infra*).

Pour en revenir au XIX^{ème} siècle, une sagesse conventionnelle se développa à propos des effets des drogues sur les membres de minorités ethniques. La peur raciste de l'usage de drogues par les immigrés chinois (opium) et Mexicains (marijuana) et chez les Noirs américains (cocaïne)⁸ conduisit d'abord des comtés et des villes de l'Ouest et du Sud à adopter des lois punitives destinées spécifiquement aux minorités, alors que les législateurs fédéraux votèrent bientôt des lois limitant les quantités d'opium à fumer pouvant être importées aux États-Unis (1883), interdisant aux immigrants chinois d'importer de l'opium (1887) puis réservant la fabrication d'opium à fumer à l'intérieur du pays aux seuls citoyens américains (1890). Ces restrictions sur le commerce de l'opium entraînèrent la création d'un marché noir alimenté par des contrebandiers. Les interdictions postérieures de la cocaïne et de l'héroïne, dans les années 1920, puis de la marijuana dans les années 1930 stimulèrent la contrebande. Néanmoins, jusqu'aux années 1960, le trafic de drogues n'attira pas l'attention des chercheurs et il semble qu'il n'ait pas été considéré comme un problème politique et social majeur. Une forme bien plus puissante et résistante de criminalité organisée émergea de l'ère de la Prohibition (de l'alcool) des années 1920 et du début des années 1930 (cf. *infra*).

Les « habitués », comme on nommait alors en français les toxicomanes blancs, étaient considérés comme les malheureuses victimes de « corporations avides et de politiciens corrompus » et de leur propre crédulité. En revanche, on associait l'usage de drogues, réel et imaginaire au sein des minorités ethniques, avec la criminalité et la promiscuité sexuelle. L'usage de drogues était généralement perçu comme une pratique conduisant les minorités à oublier quelle était leur place (inférieure) dans la société⁹. Ainsi, alors qu'on adopta une approche médicale pour traiter les blancs, l'usage de drogues des minorités fut géré par la police et les tribunaux. Ce traitement différencié des usagers de drogues suivant leur appartenance ethnique ou culturelle inquiétait déjà certains au XIX^{ème} siècle. Bertram et al. rapportent la déclaration suivante d'un magistrat d'une cour d'appel d'Oregon chargée de statuer sur la constitutionnalité de l'interdiction faite au Chinois, par les autorités de cet État, de fumer de l'opium : « Fumer l'opium n'est pas notre vice et il est donc possible que cette législation procède plus du désir de vexer et de tracasser les "païens chinois" à cet égard que de protéger le peuple de l'assuétude. »¹⁰

Les sciences sociales américaines contemporaines se sont penchées sur plusieurs des problèmes, tels qu'ils ont été transformés par les événements du XX^{ème} siècle. L'attention des chercheurs s'est portée, d'une part, sur la prohibition en tant que principe identitaire des politiques de contrôle et, d'autre part, sur les liens entre drogues, criminalité et appartenance ethnique.

2. Le débat prohibition/légalisation

La découverte de l'addiction en tant que conséquence de l'usage de drogues a donné naissance aux politiques prohibitionnistes qui ont été graduellement mises en place durant les trente

⁷ Voir par exemple McWilliams J. : *The Protectors : Harry J. Anslinger and the Federal Bureau of Narcotics, 1930-1962*, University of Delaware Press, Newark, 1990 ; McWilliams J. : « Through the Past Darkly: The Politics and Policies of America's Drug War », in *Journal of Policy History*, Vol. 3, No. 4, 1991 ; Kinder, D. & Walker, W. : « Stable Force in a Storm: Harry J. Anslinger and United States Narcotic Policy, 1930-1962 », in *Journal of American History*, Vol. 72, No. 4, March 1986.

⁸ Kinder D. : « Shutting Out the Evil: Nativism and Narcotics Control in the United States », in *Journal of Policy History*, Vol. 3, No.4, 1991 ; et Musto D. : *The American Disease*, Oxford University Press, New York, 1987 (1973), notamment pp. 5-6.

⁹ Bertram et al. : *Drug War politics, The Price of Denial*, University of California Press, Berkeley & Los Angeles, 1996, pp. 61-65, citation p. 63.

¹⁰ *Ibid*, p. 65.

premières années du XX^{ème} siècle pour les opiacés, la cocaïne et les produits comme le cannabis. Pour être plus précis, il semble que les lois et les politiques visant la suppression des drogues résultent à la fois du concept d'addiction et de la sagesse conventionnelle qui veut que l'usage de drogues conduise inévitablement à l'addiction et celle-ci à la criminalité, et donc que cet usage est aussi moralement répréhensible que socialement menaçant. Cette notion de sagesse conventionnelle fut propagée avec succès au sein des milieux politiques et dans l'ensemble de la société américaine par des leaders moraux et religieux. Les historiens sociaux américains pensent que ces « croisés symboliques » et « entrepreneurs de morale » ont obtenu la victoire dans la bataille pour le sens donné à l'usage de drogues. Depuis lors, les milieux politiques et la grande majorité de la population américaine (et mondiale) considèrent les drogues avant tout comme une menace individuelle et sociale. Cette même logique mena à l'adoption du XVIII^{ème} amendement à la Constitution américaine établissant la prohibition de l'alcool en 1909. Il faut se souvenir que la prohibition de l'alcool facilita le développement d'organisations criminelles de grande envergure qui créèrent ou renforcèrent une infrastructure de contrebande d'échelle industrielle aux États-Unis et dans les pays voisins, qui fut ensuite mise à profit par des trafiquants de drogues après l'abrogation de la prohibition en décembre 1933¹¹. Mais ce que nous retiendrons ici c'est que la prohibition en tant que principe directeur de la politique de contrôle des drogues est l'objet d'un débat aux États-Unis et qu'elle a engendré une abondante littérature scientifique. Deux grands courants peuvent être identifiés. Premièrement, il y a ceux qui rejettent la prohibition elle-même et défendent la légalisation et/ou l'adoption de politiques de « réduction des risques » (*harm reduction*) similaires à celles en vigueur aux Pays-Bas (et ailleurs en Europe). La plupart de ces auteurs soulignent l'échec des politiques actuelles à obtenir une diminution de l'abus de drogues et insistent sur les effets négatifs de la prohibition, arguant qu'elle crée un environnement maximisant les risques de l'usage tout en favorisant le développement d'un marché noir violent. Ils en concluent que les politiques actuelles ont plus d'inconvénients que d'avantages et qu'elles devraient être abandonnées¹². D'autres partisans de la légalisation ont un argumentaire plus idéologique et libertaire : dans une société libre, disent-ils, les gens devraient avoir la liberté de choisir s'ils veulent ou non prendre des drogues. Il n'est pas possible de rendre compte du vaste ensemble d'écrits appartenant à cette catégorie¹³, mais les auteurs sans doute les plus connus et ceux qui ont élaboré les arguments les plus influents sont Thomas Szasz (libertaire) et Ethan Nadelmann (conséquences négatives)¹⁴. Ce dernier est le directeur du Lindesmith Center, un centre de recherche et d'information sur la « réforme de la politique antidrogues », basé à New York et San Francisco et représenté aux Pays-Bas¹⁵. D'après nos sources, les chercheurs indépendants qui soutiennent ouvertement la prohibition semblent être beaucoup moins nombreux que leurs homologues « légalisateurs »¹⁶. Néanmoins, étant donné que la prohibition est en vigueur depuis presque cent ans et qu'elle jouit actuellement du soutien de la majorité des législateurs et de la population, les anti-prohibitionnistes doivent

¹¹ Le XVIII^{ème} amendement fut abrogé par le XXI^{ème} amendement le 5 décembre 1933. Sur l'utilité de l'infrastructure des *bootleggers* pour les trafiquants de drogues, voir OGD : *Atlas mondial des Drogues*, Presses Universitaires de France, Paris 1996, p. 60.

¹² Écrivant dans les années 1960, Thomas Schelling, théoricien des jeux, présenta le débat sur la légalisation de la manière suivante : « la question est de savoir si l'objectif d'une diminution quelconque de la consommation de drogues [...] ou de tout autre produit que la loi relègue au marché noir, est ou n'est pas plus important que le coût social généré par la création d'une industrie criminelle », in Schelling T. : « Economic Analysis of Organized Crime », in U.S. President's Commission on Law Enforcement and the Administration of Justice: *Task Force Report: Organized Crime*, Government Printing Office, Washington, 1967.

¹³ Voir Bibliographie, rubrique « Débat sur la politique ».

¹⁴ Szasz T. : *Ceremonial Chemistry: The ritual persecution of drugs, addicts, and pushers*, Anchor Press, Garden City, 1974 ; *Our Right to Drugs: The case for a free market*, Praeger, New York, 1992 ; Nadelmann E. : « Drug Prohibition in the United States: Costs, Consequences and Alternatives », in *Science*, September 1, 1989 ; et « Thinking Seriously About Alternatives to Drug Prohibition », in *Daedalus*, Vol. 121, No. 3, 1992.

¹⁵ La bibliothèque du Lindesmith Center de New York (une branche de l'Open Society Institute du milliardaire George Soros) est extrêmement bien fournie en ouvrage et articles sur divers aspects du trafic de drogues et des politiques de contrôle aux États-Unis et au delà. Les personnes désirant suivre le débat américain sur la légalisation du point de vue des « légalisateurs » se connecteront au site internet du Lindesmith Center (<http://www.lindesmith.org>), où diverses bibliographies peuvent être consultées ; voir également Hallingby L. : « The Two Lindesmith Center Libraries on Drug Policy Reform: The Traditional Library and the Virtual Library », in *Behavioral and Social Science Librarian*, Vol. 17, No.1, 1998.

¹⁶ Inciardi J. & McBride D. : « Legalization: A High-Risk Alternative in the War on Drugs », in *American Behavioral Scientist*, Vol. 32, 1989.

faire plus d'efforts pour changer l'opinion que ceux qui défendent le *statu quo*. A cet égard, il est intéressant de noter que la Drug Enforcement Administration (DEA), la police antidrogues fédérale, a ressenti le besoin de produire un document, *Speaking Out Against Drugs Legalization* (Prendre parti contre la légalisation) explicitement destiné à fournir des arguments aux partisans de la prohibition¹⁷. (Il y a quelques années, la DEA fournissait un document similaire intitulé *How to Hold Your Own in a Drug Legalization Debate*, ou « Comment défendre votre point de vue dans un débat sur la légalisation de la drogue »). La DEA publie également un fascicule, *Say it Straight: The Medical Myths of Marijuana* (« Dites-le sans détour : les mythes de l'usage thérapeutique de la marijuana »), spécifiquement destiné à contrer l'influence du « mouvement pour la marijuana thérapeutique », dont les campagnes dans les médias et le lobbying politique efficace a, semble-t-il, joué un grand rôle dans la modification, depuis 1996 des législations de divers États, dont la Californie, pour permettre l'usage de la marijuana aux personnes atteintes du Sida et d'autres maladies¹⁸. Le Lindesmith Center a largement pris part à ces campagnes en fournissant des arguments et des fonds. Le titre du fascicule de la DEA parodie celui d'un livre publié par le Lindesmith Center en 1997 : *Marijuana Myths/Marijuana Facts*¹⁹. Les deux publications listent des « faits » et des « preuves scientifiques » concernant les effets de la marijuana, mais bien entendu avec des objectifs radicalement opposés. En outre, la dernière *National Drug Control Strategy* (stratégie nationale de contrôle des drogues), rendue publique par le gouvernement fédéral en 1998 contient des dispositions spécifiques afin de « contrer les tentatives de légalisation de la marijuana »²⁰.

Il est important de souligner que ce débat suit partiellement le fossé qui sépare traditionnellement les forces sociales américaines conservatrices et libérales. En gros, et malgré d'importantes exceptions des deux côtés – notamment l'aile libertaire (*libertarian*) du parti conservateur, qui prône la légalisation –, alors que les conservateurs sont des partisans déterminés de la prohibition, les libéraux seraient plutôt en faveur d'une vaste réforme du système actuel de contrôle des drogues. Quoiqu'il en soit, les « légalisateurs » accusent souvent les « prohibitionnistes » d'être « conservateurs » pendant que les « prohibitionnistes » taxent les « légalisateurs » de « libéraux ».

Il existe un précédent historique à la lutte qui oppose actuellement la DEA aux anti-prohibitionnistes dont le Lindesmith Center : on peut même la considérer comme le deuxième round du match qui opposa, il y a une cinquantaine d'années, le *Commissioner* Anslinger à Alfred Lindesmith, un sociologue de l'Université d'Indiana formé à la méthodologie interactionniste de l'Université de Chicago, qui donna son nom au Lindesmith Center. A l'époque comme aujourd'hui, le « ring » était l'opinion publique américaine et les milieux politiques, et l'enjeu était de décider si les toxicomanes devaient être traités comme des malades ou comme des criminels²¹. Anslinger remporta finalement la partie, peut-être même au-delà de ses espérances étant donné l'évolution des politiques antidrogues américaines ensuite (cf. *infra*).

Le second grand courant qui peut être identifié est représenté par les chercheurs qui ont pris le débat légalisation/prohibition lui-même comme objet d'étude²². Un nombre important d'études ont été réalisées par les économistes modélistes du Centre de recherche sur la politique des

¹⁷ DEA : *Speaking Out Against Drug Legalization*, (<http://www.usdoj.gov/dea/pubs/legaliz/contents.htm>). La DEA possède aussi une bibliothèque, mais il faut obtenir une autorisation spéciale avant de pouvoir s'y rendre. Des rapports et des dépositions au Congrès sur le trafic de drogues peuvent être consultés sur le site internet de la DEA (<http://www.usdoj.gov/dea/>).

¹⁸ DEA : *Say it Straight: The Medical Myths of Marijuana* (<http://www.usdoj.gov/dea/pubs/sayit/myths.htm#political>)

¹⁹ Zimmer L. & Morgan J. : *Marijuana Myths/Marijuana Facts : A Review of the Scientific Evidence*, The Lindesmith Center, New York & San Francisco, 1997.

²⁰ Office of National Drug Control Policy (ONDCP) : *The National Drug Control Strategy, 1998 : A Ten Year Plan, 1998-2007*, Executive Office of the President, Washington, 1998, p. 53.

²¹ Lindesmith A. : « Traffic in Dope: Medical problem », in *The Nation Magazine*, 21 April 1956 ; « Dope: Congress Encourages the Traffic », in *ibid.* 16 March 1957 ; *Opiate Addiction*, Principia Press, Bloomington, 1947 ; et *The Addict and the Law*, Indiana University Press, Bloomington, 1965. Anslinger H. & Tompkins J. : *The Traffic in Narcotics*, Arno Press, New York 1980 (1953) ; Anslinger H. : *The Murderers*, Farrar & Strauss, New York 1961 ; *The Protectors*, Farrar & Strauss, New York, 1964.

²² Voir, par exemple, MacCoun R., Kahan J., Gillespie J. & Rhee J. : « A Content Analysis of the Drug Legalization Debate », in *Journal of Drug Issues*, Vol. 23, No. 4, 1993 ; MacCoun R. : « Drugs and the Law : A Psychological Analysis of Drug Prohibition », in *Psychological Bulletin*, Vol. 113, No. 3, 1993 ; les travaux non-Rand incluent Kleiman M. : « Neither Prohibition nor Legalization », in *Daedalus*, Vol. 121, No. 3, 1992 ; et Evans R. & Berent M. : *Drug Legalization : For and Against*, Open Court, La Salle, 1992.

drogues (*Drug Policy Research Center*, DPRC) de la Rand Corporation, qui se sont efforcés d'évaluer le rapport prix/efficacité des politiques actuelles et des alternatives proposées²³. Sur ces problèmes et de nombreux autres, le DPRC a été l'un des centres de recherche les plus remarquables, fiable et prestigieux. De manière générale, les chercheurs du DPRC concluent que les politiques, qu'elles soient basées sur la prohibition ou sur la légalisation, n'ont qu'un impact très faible sur l'usage de drogues et que les solutions au « problème de la drogue » doivent être trouvées ailleurs. Par exemple, d'après un article de Peter Reuter en 1997²⁴, dans des « caractéristiques plus générales » de la société américaine telles que la « propension comparativement plus marquée à la prise de risques », des « contrôles sociaux informels » plus faibles, « l'accès inadéquat des pauvres à la santé, l'inégalité du partage des richesses et, un taux de violence criminelle généralement plus élevé [qu'ailleurs] ». Outre l'inefficacité des politiques publiques pour traiter le problème de la drogue, Reuter souligne aussi les résultats désastreux de leur « brutalité » punitive actuelle pour certains groupes sociaux aux États-Unis, et de dénoncer : « l'une des conséquences du fait que les politiciens traitent le contrôle des drogues comme un problème moral a été le désintérêt absolu, frôlant la négligence grave, pour l'évaluation des conséquences, bonnes ou mauvaises, de l'insistance sur la punition »²⁵. Cette dernière affirmation suggère qu'à l'inverse des politiciens, les chercheurs américains en sciences sociales se sont récemment beaucoup intéressés à la justification et aux conséquences des politiques antidrogues punitives. Ce sont sur ces recherches que nous allons insister dans la suite de cet article.

3. Le *nexus* (lien) drogues/criminalité

a) Le rôle du gouvernement fédéral

Au début de l'ère moderne du contrôle des drogues, des législations répressives spécifiques furent adoptées à l'encontre des usagers de drogues appartenant aux minorités car on pensait que les drogues les poussaient à commettre des crimes. En fait, disent les sociologues, cette sagesse conventionnelle véhiculait une crainte profonde des immigrants et des Noirs américains, éprouvée par la société américaine « normale » (*mainstream*) de l'époque. Les historiens disent que les immigrants chinois et mexicains, ainsi que les anciens esclaves du Sud, étaient perçus comme une menace à la sécurité économique des travailleurs blancs car ils constituaient une main-d'œuvre concurrentielle bon marché. De fait, les premières lois traitaient ces minorités différemment des usagers de drogues blancs.

Plus tard, à partir des années 1930, avec l'avènement du *Commissioner* Harry Anslinger, le premier « Tsar de la drogue » (*Drug Czar*) américain²⁶ et avec le développement de la bureaucratie antidrogue et du FBN, les pouvoirs des médecins concernant la prescription de drogues furent de plus en plus limités, le *nexus* drogues/criminalité s'étendit graduellement, si bien que l'usage de drogues en vint à être perçu comme « in-américain » (*un-American*).

D'après les historiens, ceci fut l'œuvre d'une coalition composée de fonctionnaires du département du Trésor, d'une nouvelle génération d'activistes « anti-vice » et de journaux qui, jouant sur les peurs racistes, ethniques et idéologiques (des communistes), firent pression sur le Congrès jusqu'à obtenir la prohibition de la marijuana en 1937. C'est le débat qui précéda le passage de cette loi qui imposa définitivement la notion qui veut que les drogues poussent au crime. Les historiens affirment qu'en fait Anslinger a inventé et promu avec succès l'idée – qui depuis a atteint au statut de sagesse conventionnelle – que l'usage de drogues conduit à la

²³ Voir, par exemple, MacCoun R. & Schelling T. : « Assessing Alternative Drug Control Regimes », in *Journal of Policy Analysis and Management*, Vol. 15, No. 3, June 1996 ; MacCoun R. & Reuter P. : « Interpreting Dutch Cannabis Policy : Reasoning by Analogy in the Legalization Debate », in *Science*, Vol. 278, 3 October 1997 ; et Rydell P., Caulkins J. & Everingham S. : « Enforcement or Treatment: Modeling the Relative Efficacy of Alternatives for Controlling Cocaine », in *Operations Research*, Vol. 44, No. 5, September-October 1996.

²⁴ Reuter P. : « Why Can't We Make Prohibition Work Better? Some Consequence of Ignoring the Unattractive », in *Proceedings of the American Philosophical Society*, Vol. 141, No. 3, September 1997, p. 263. Voir aussi Caulkins J. Rydell P. Everingham S., Chiesa J. & Bushway S. : *An Ounce of Prevention, a Pound of Uncertainty: The Cost-Effectiveness of School-Based Drug Prevention Programs*, RAND, Santa Monica, 1999.

²⁵ *Ibid.*, p. 263.

²⁶ Ironie culturelle, au Mexique voisin l'appellation populaire de « *Zar de las drogas* » désigne un grand trafiquant de drogues...

criminalité afin d'obtenir plus de prérogatives et d'autonomie pour son Federal Bureau of Narcotics créé quelques années auparavant²⁷.

Il s'agit là d'un tournant extrêmement important dans l'histoire du contrôle des drogues aux États-Unis, voire du monde, étant donné « l'américanisation » de la législation internationale et l'influence du *Commissioner* sur les instances de contrôles internationales²⁸. En effet, du milieu des années 1930 jusqu'au début des années 1960, la répression devint pratiquement le seul moyen par lequel le gouvernement s'efforça de contrôler l'usage et le trafic des drogues. Cette tendance s'inversa dans une certaine mesure à partir du départ d'Anslinger (1962) et de l'avènement d'une bureaucratie de « santé publique » dans les années 1960, en particulier sous la présidence de John F. Kennedy, qui imposa temporairement l'idée que les toxicomanes devaient être traités avant tout comme des malades²⁹. Mais cette nouvelle évolution fut rapidement compensée par les grandes lois antidrogue adoptées sous Nixon en 1969, en particulier en réaction au mouvement étudiant (et de la jeunesse en général) d'opposition à la guerre du Vietnam, et plus largement de rejet de la « société de consommation ». La « contre-culture » des jeunes rebelles (ou prétendus tels) était associée à la marijuana et réclamait sa dé-criminalisation, ce qui engendra une peur dans la société *mainstream*, et la réaction de sévérité des autorités. Le président Nixon prit la tête de cette réaction et mena la première « guerre à la drogue » américaine. Nixon et les médias firent des drogues et de la criminalité un sujet de première page ; ils les décrivirent comme une cause majeure de criminalité et le président décréta que le « *drug problem* » de l'Amérique constituait une « menace nationale ». L'un des résultats de l'offensive de Nixon fut la réforme et l'expansion de la bureaucratie fédérale antidrogue : la Drug Enforcement Administration (DEA) fut créée en 1973, en remplacement du Bureau des narcotiques et drogues dangereuses (BNDD). Puis les administrations Reagan et Bush des années 1980 et du début des années 1990 déclarèrent la nouvelle et bien plus célèbre « guerre à la drogue », dont les grandes lignes furent perpétuées par les administrations Clinton à partir de 1992. Le pendule des politiques fédérales et des États balançait à nouveau vers la répression, avec plus de force que jamais.

b) Le problème carcéral

Les lois antidrogues très répressives votées par le Congrès sous Bush (1988) et sous Clinton (1995) et des lois similaires adoptées par les États fédérés ont donné lieu à une croissance inouïe de la population carcérale américaine. D'après la *National Drug Control Strategy* de l'Office de la politique nationale de contrôle des drogues, (*Office of National Drug Control Policy*, ONDCP), le bureau du « Tsar de la drogue », les prisons américaines détenaient 1 725 842 personnes en juin 1997³⁰ (ce chiffre est aujourd'hui d'un peu moins de 2 millions). Entre 1985 et 1995, les infractions aux lois antidrogue ont fourni 75% de la croissance de la population carcérale fédérale ; environ 60% des détenus fédéraux sont incarcérés pour une infraction aux lois sur les drogues. Parallèlement, « le nombre des personnes détenues dans les prisons d'État du fait de violations aux lois sur les drogues a augmenté de 487% [entre 1985 et 1995]. »³¹ Ce sont les prisons des États qui, collectivement, contiennent le plus de prisonniers (environ un million du total ci-dessus). Même s'il souligne qu'« alors que la criminalité en générale continue de diminuer, les arrestations pour violation des lois fédérales sur la drogue atteignent une ampleur inégalée », le gouvernement mentionne les prodigieuses statistiques carcérales américaines au titre des « conséquences en termes de criminalité » du « problème de la drogue en Amérique » et affirme que « de nombreux crimes sont commis sous l'influence de la drogue ou pourraient avoir pour motif le besoin de trouver de l'argent pour acheter des drogues » (cf. *infra*). D'après le chercheur Marc Mauer, en 1991 les États-Unis possédaient le plus fort taux d'incarcération au monde, surpassant la Russie et l'Afrique du Sud de l'apartheid (depuis, la Russie est passée

²⁷ Musto D. : *The American Disease*, op. cit. ; Kinder D. : « Shutting Out the Evil », op. cit. ; McWilliams J. : « Through the Past Darkly », op. cit.

²⁸ Bruun K., Pan L. & Rexed I. : *The Gentlemen's Club: International Control of Drugs and Alcohol*, University of Chicago Press, Chicago & London, 1975, p. 161.

²⁹ Bertram et al., op. cit., pp. 87-93.

³⁰ ONDCP, op. cit., p. 17.

³¹ *Ibid.*

première et les États-Unis deuxième)³². Depuis 1980, en grande partie du fait de la « guerre à la drogue », les États-Unis ont construit plus de prisons et incarcéré plus de gens qu'à n'importe quelle autre époque de leur histoire. Malgré ces investissements massifs au niveau fédéral et des États – qui ont donné naissance, d'après certains journalistes et chercheurs, à un « complexe carcéro-industriel » ou à un « goulag occidental »³³ – le système pénal américain est engorgé. Les conditions de détention sont souvent médiocres et ont donné lieu à des abus dénoncés à maintes reprises par des ONG comme *Amnesty International* et *Human Rights Watch*, qui ont lancé une campagne contre ce qu'elles décrivent comme de fréquentes atteintes aux droits de l'homme et des brutalités policières très répandues³⁴.

Un problème de droits de l'homme distinct mais relié a émergé de l'adoption relativement récente de lois d'application des peines (*sentencing laws*), notamment les lois dites de « peines minimales obligatoires » (*mandatory minimum laws*) aujourd'hui en vigueur au niveau fédéral et dans tous les États. Ces lois imposent que certaines infractions, en particulier les infractions-drogues, soient punies de peines de prison (au détriment d'autres formes de sanction), et la plupart stipulent un nombre minimum d'années d'emprisonnement. Dans de nombreux États, et notamment dans celui de New York qui, en 1973, a été le premier à mettre en place ce type de lois pour punir des infractions-drogues, le minimum obligatoire pour des infractions-drogues, toutes classifiées comme non-violentes, est équivalent, et parfois supérieur, à celui de crimes violents comme le meurtre, le viol et l'incendie criminel. Un juge fédéral a exprimé l'opinion suivante : « il est difficile de croire que la possession d'une once [28 grammes] de cocaïne ou un “deal de rue” portant sur 20 dollars constitue une infraction plus dangereuse ou plus grave que le viol d'un enfant de dix ans, l'incendie d'un immeuble habité ou le meurtre d'un être humain résultant de l'intention de lui infliger des blessures graves. »³⁵ Ces lois enlèvent aux juges tout pouvoir discrétionnaire et les obligent à imposer le minimum requis par la loi sans tenir compte d'éventuelles circonstances atténuantes. Ainsi, actuellement à New York, tout adulte condamné pour la possession de 4 onces de cocaïne ou la vente de 2 onces doit être soumis à une peine minimum de 15 ans de prison. Bien qu'initialement ces lois furent adoptées dans le but de remédier à la disparité existant entre les peines imposées par les juges et le temps effectivement passé en prison par les condamnés, elles ont donné lieu à l'incarcération massive pour de longues années de petits dealers et d'usagers de drogues pour infractions aux lois sur les stupéfiants, infractions classifiées comme « non-violentes » aux États-Unis. Les chercheurs les ont critiquées comme coûteuses et inefficaces pour lutter contre la drogue. Ainsi, une étude de la Rand Corporation a conclu : « le rapport existant entre le coût des peines minimales et leur efficacité à réduire la consommation de cocaïne, les dépenses occasionnées par la cocaïne et la criminalité liée à la drogue ne permet pas d'en justifier l'existence »³⁶. Un criminologue conservateur comme John Dilulio, qui se définit lui-même comme « l'un des rares universitaires favorables à l'emprisonnement », a écrit dans la revue – conservatrice – *National Review* : « les peines minimales obligatoires n'entraînent pas de véritable éradication du trafic de drogues et elles ne permettent qu'épisodiquement aux auteurs de seules infractions-drogues [*drug-only offenders*] de bénéficier de traitement lors de leur incarcération³⁷ ; donc, l'imposition de peines de prisons – obligatoires ou non – à ce type de personnes est très difficilement justifiable en termes de

³² Mauer M. : *Americans Behind Bars: A comparison of International Rates of Incarceration*, The Sentencing Project, Washington, D.C., 1991 ; *Americans Behind Bars : U.S. and International Use of Incarceration*, 1995, The Sentencing Project, Washington, D.C., 1997.

³³ Schlosser E. : « The Prison-Industrial Complex », in *The Atlantic Monthly*, Vol. 282, No.6, December 1998 ; Christie N. : *Crime Control as Industry: Towards Gulag, Western-Style?*, Routledge, London & New York, 1996 (1993).

³⁴ Voir la campagne lancée par Amnesty International contre divers abus, dont des viols, homicides et tortures commis par des agents des forces de police et de l'administration pénitentiaire : <http://www.amnesty.org>.

³⁵ Human Rights Watch : *Cruel and Usual: Disproportionate Sentences for New York Drug Offenders*, Human Rights Watch Report, Vol.9, No.2(B), Human Rights Violations in the United States, New York, March 1997, p. 9, citant l'affaire *Carmona v. Ward*, 576 F. 2d, 405 423 (ed Cir. 1978) *cert denied*, 439 U.S. 1091 (1979).

³⁶ Caulkins J., Rydell P., Schwabe W. & Chiesa J.: *Mandatory Minimum Drug Sentences: Throwing Away the Key or the Taxpayers' Money?*, RAND, Santa Monica, 1997.

³⁷ D'après certaines estimations, seuls 10% des prisonniers faisant usage d'une ou de plusieurs drogues (qui regroupaient environ 80% du total) bénéficient d'un traitement en prison.

contrôle de la criminalité. »³⁸ Une étude de Human Rights Watch sur l'impact des minima obligatoires a conclu que ces lois violent « la dignité inhérente aux personnes, le droit de ne pas avoir à subir de punition cruelle ou dégradante et le droit à la liberté ». Le rapport publié par l'ONG en 1997 ajoute : « de telles peines contreviennent à la déclaration universelle des droits de l'homme, à la Convention sur les droits civiques et politiques et à la Convention contre la torture et autre traitement ou punition cruelle, inhumaine ou dégradante. »³⁹

Il est vrai que dans la plupart des États, l'objectif officiel de l'emprisonnement n'est plus de réhabiliter le condamné mais de le punir, d'où l'appellation, qui ne doit rien au second degré ou à la métaphore, de « lois punitives » (*punitive laws*) pour décrire ce type de législation.

Un autre problème lié au boom de la population carcérale, mais qui ne fait l'objet d'aucune mention dans la Stratégie de l'ONDCP, est ce que Troy Duster appelle « l'assombrissement des prisons américaines »⁴⁰, c'est à dire le fait que les Hispaniques et surtout les Noirs américains sont beaucoup plus incarcérés que les Blancs. En 1993, le taux d'incarcération des Noirs (1 471 pour 100,000) était sept fois supérieur à celui des Blancs (207 pour 100 000)⁴¹. En 1994, les Noirs américains ne représentaient que 12% de la population des États-Unis mais fournissaient 44% des détenus des prisons fédérales et des États ; les Hispaniques (10% de la population) fournissaient 18% de ces prisonniers ; les Blancs (74% de la population) constituaient 39% de cette population carcérale⁴². En fait, les Noirs de toutes les origines fournissent environ la moitié des personnes emprisonnées aux États-Unis. L'impact disproportionné des récentes politiques de « contrôle des drogues » sur les Noirs est illustré par les faits suivants, tirés d'un rapport de The Sentencing Project, une ONG basée à Washington : en 1994, près d'un homme noir américain âgé de 20 ans à 29 ans sur trois était placé sous contrôle judiciaire en prison, en liberté conditionnelle ou en liberté sur parole et il y avait plus d'hommes Noirs en prisons qu'à l'université⁴³. La moyenne nationale cache de vastes disparités régionales ; par exemple, Dilulio rapporte qu'en 1997 « environ 95% de toutes les personnes incarcérées dans les prisons de l'État de New York dont le dernier délit et le plus grave était une infraction-drogues étaient noirs ou hispaniques »⁴⁴. New York est l'un des États les plus peuplé du pays. Soulignons également que l'incarcération massive des Noirs, due dans une large mesure aux lois antidrogues, tend à réduire leur poids électoral, notamment dans les grands États du sud, comme le Texas et la Floride. A ce problème racial s'ajoute le fait que la moitié des prisonniers des États et des comtés ont déclaré un revenu annuel de moins de 10 000 dollars avant leur arrestation. En d'autres termes, ils étaient pauvres. Notons enfin que, depuis quelques années, la population carcérale féminine augmente plus vite que la moyenne et que c'est le taux d'incarcération des femmes noires qui augmente le plus rapidement⁴⁵.

c) Justification des politiques punitives

Du fait de son statut de cheville ouvrière du système de contrôle actuel et étant donné l'impact des lois antidrogues d'adoption récente, la relation entre drogues et criminalité a fait l'objet de nombreuses recherches aux États-Unis, en particulier durant les dix dernières années. En effet,

³⁸ Dilulio J. : « Against Mandatory Minimums: The Disaster of Drug-Sentencing Laws », in *National Review*, May 17, 1999, p. 48.

³⁹ Human Rights Watch : *Cruel and Usual*, op. cit. p. 2.

⁴⁰ Duster T. : « Pattern, Purpose, and Race in the Drug War: The Crisis of Credibility in Criminal Justice », in Reinerman C. & Levine H. (eds.) : *Crack in America, Demon Drugs and Social Justice*, University of California Press, Berkeley, 1997, p. 262.

⁴¹ DiMascio W. : *Seeking Justice : Crime and Punishment in America*, The Edna McConnell Clark Foundation, New York, 1997, p. 13.

⁴² *Ibid.*

⁴³ Mauer M. : *Young Black Americans and the Criminal Justice System: Five Years Later*, The Sentencing Project, Washington, D.C., 1995.

⁴⁴ Dilulio J. : « Against Mandatory Minimums », op. cit., p. 50.

⁴⁵ Par exemple, Huling T. : *Injustice Will Be Done: Women Drug Couriers and the Rockefeller Drug Laws*, Correctional Association of New York, New York, 1992 ; Schiraldy V., Kuyper S. & Hewitt S. : *Young African Americans and the Criminal Justice System in California: Five Years Later*, Center on Juvenile and Criminal Justice, San Francisco, Washington & Baltimore, February 1996 ; Roberts D. : « Punishing Drug Addicts Who Have Babies : Women of Color, Equality, and the Right of Privacy », in *Harvard Law Review*, Vol.104.

« l'ascendant des faucons », comme dit Peter Reuter pour traduire la dureté des lois actuelles⁴⁶, sur les politiques antidrogues depuis une quinzaine d'années, a été grandement justifié et légitimé par le présupposé que les dealers et consommateurs de drogues sont des êtres méprisables qui infligent des dommages importants à la société et qui, donc, méritent d'être traités avec la plus grande sévérité. Pour simplifier, les politiques punitives, basées sur la théorie du choix rationnel, sont justifiées de la manière suivante : les drogues poussent leurs utilisateurs à priver violemment autrui du droit de jouir librement de la vie et de la propriété privée ; les individus font un choix personnel lorsqu'ils prennent des drogues et doivent donc être tenus pour personnellement responsables de ce choix et de ses conséquences pour autrui ; l'emprisonnement constitue une punition adéquate, surtout parce qu'il dissuade (c'est du moins ce qu'affirme la théorie punitive) les usagers potentiels de devenir des usagers effectifs. Ceux qui fournissent des drogues, et donc qui en poussent d'autres à commettre des crimes tout en réalisant des profits, méritent une punition encore plus sévère car ils sont les vecteurs du « fléau de la drogue » (*drug scourge*). Le passage suivant, tiré des attendus d'une décision de la Cour suprême fédérale de 1969, illustre cette approche : « Le trafic commercial des substances mortelles qui détruisent l'esprit et l'âme est sans l'ombre d'un doute l'un des plus grands maux de notre époque. Il mutile l'intellect, rabougrit le corps, paralyse le progrès de segments substantiels de notre société et transforme fréquemment les personnes de tous âges qui en deviennent les victimes en criminels irrécupérables et parfois violents et meurtriers. De telles conséquences appellent l'adoption des lois les plus rigoureuses pour supprimer le trafic et les efforts les plus énergiques pour faire appliquer ces lois rigoureuses. »⁴⁷

Cette approche basée sur la « loi et l'ordre » a été entérinée par les deux grands partis représentés au Congrès depuis le milieu des années 1980, et c'est elle qui justifie qu'environ 70% du budget fédéral alloué à la lutte antidrogue (17 milliards de dollars en 1999) soit affectée à la répression.

d) Recherches sur drogues et criminalité

Il n'est pas possible de rendre compte ici de l'ampleur et de la diversité des recherches sur le *nexus* (lien) entre drogues et criminalité effectuées aux États-Unis durant les dix dernières années. Mais on peut tenter de l'illustrer en analysant un problème qui a beaucoup occupé les chercheurs : les effets des drogues sur le comportement criminel. On présume généralement que les usagers de drogues commettent habituellement des crimes afin de financer leur consommation. La sagesse conventionnelle présuppose également que lorsque les gens sont sous l'influence de drogues, ils perdent leurs inhibitions et commettent des crimes, et notamment des actes violents. Ces notions sont à l'origine des politiques actuelles qui rendent la consommation et le trafic de drogues – et non, par exemple, la pauvreté – responsables des forts taux de criminalité existant aux États-Unis. Il est fréquent que des officiels fassent appel à ces notions lors de discours télévisés destinés à susciter le soutien de l'opinion publique pour la « Guerre à la drogue »⁴⁸. Un exemple célèbre est le discours télévisé du président George Bush du 5 septembre 1989. Brandissant un sachet de crack, dont il affirma qu'il avait été « saisi dans un parc en face de la Maison Blanche », Bush déclara : « le crack est en train de transformer nos villes en champs de bataille et d'assassiner nos enfants », et annonça sa stratégie pour remporter « la victoire sur les drogues »⁴⁹.

Toutefois, une recherche menée par Goldstein et al. à New York, « la capitale du crack en Amérique », comme le clamait la presse en 1988 alors que « l'épidémie du crack » connaissait sa

⁴⁶ Reuter P. : « Hawks Ascendant: The Punitive Trend of American Drug Policy », in *Daedalus*, Vol. 121, No.3, Summer 1992. Les « faucons » (*hawks*) était le surnom donné, aux États-Unis, aux partisans d'une ligne dure envers l'Union soviétique durant la guerre froide ; on les opposait aux « colombes » (*doves*).

⁴⁷ Affaire *Turner v. United States*, 396 U.S. 398, 426, 1969, cité in Wisotsky S. : « Images of Death and Destruction in Drug Law Cases », in Trebach A. & Zeese K. (eds.) : *The Great Issues of Drug Policy*, The Drug Policy Foundation, Washington, D.C., 1990, p. 52.

⁴⁸ Sur le rôle de la télévision dans la « Guerre à la drogue » de l'époque reaganienne, voir l'excellent Reeves J. & Campbell R. : *Cracked Coverage. Television News, the Anti-Cocaine Crusade, and the Reagan Legacy*, Duke University Press, Durham & London, 1994.

⁴⁹ Reinerman C. & Levine H. : « The Crack Attack: Politics and Media in the Crack Scare », in *Crack in America*, op. cit., pp. 22-23. La presse découvrit ensuite que le sachet de crack brandi par le président n'avait pas été « saisi », mais acheté, pour 2 400 dollars, à un adolescent noir par des agents *undercover* de la DEA. Non seulement les agents n'arrêtèrent pas l'adolescent, mais ils eurent fort à faire pour le convaincre de réaliser la transaction dans le parc mentionné ; le jeune leur aurait notamment déclaré : « Elle est où, cette p... de Maison Blanche ? ».

couverture médiatique la plus intense, a montré que les deux présupposés concernant l'effet des drogues sur le comportement constituent de vastes exagérations d'une réalité bien plus ambiguë. D'après l'étude de Goldstein portant sur un échantillon de 414 homicides officiellement classifiés comme « liés à la drogue » par le Département de la police de New York (NYPD), les homicides définis par les chercheurs comme « psycho-pharmacologiques », c'est à dire dus aux effets de drogues sur l'organisme, ne représentaient que 7,5% de l'échantillon et la plupart avaient été causés par l'alcool, le crack ne pouvant être blâmé que dans 1,2% des cas ; les homicides « de compulsion économique » (causés par le besoin de financer une consommation) représentaient à peine 2% de l'échantillon ; la catégorie la plus nombreuse des homicides réellement liés aux drogues était celle de « système de marché illégal » (les homicides causés par « les exigences du travail ou des affaires au sein d'un marché illégal », avec 39,1%. Mais le résultat le plus étonnant de l'étude de Goldstein est que 47,3% des homicides que le NYPD avait classifiés comme « liés aux drogues » n'avaient, en fait, aucun lien avec elles⁵⁰.

La recherche de Goldstein et al. a été financée par le National Institute of Justice (NIJ), que divers chercheurs américains décrivent comme la plus importante source de financement de recherches sur les liens entre drogues et criminalité des États-Unis. Le NIJ est un centre de recherche qui fut créé au sein du département de la Justice en 1969 par la législation adoptée en réaction au mouvement de « contre-culture » (cf. *supra*). Actuellement, le NIJ gère ce qu'il qualifie lui-même (avec raison, autant que nous puissions en juger) de « plus grand programme de recherche sur les drogues et la criminalité du monde », le programme ADAM (Arrestee Drug Abuse Monitoring Program). ADAM, qui fut établi en 1997, est un immense effort national de collecte de données concernant l'usage de drogues par les personnes arrêtées par les forces de police de comtés dans tout le pays⁵¹. Incidemment, pour illustrer l'influence des méthodes américaines sur le reste du monde, des organismes gouvernementaux d'Australie, du Chili, d'Angleterre et d'Afrique du Sud ont lancé des programmes comparables à ADAM et demandé l'assistance technique du NIJ. Ce dernier a mis sur pied une composante internationale, I-ADAM, afin de produire des études comparatives⁵². Notons également que tous ces pays, sauf le Chili, sont aussi ceux où se sont implantées des entreprises de prisons privées basées aux États-Unis⁵³.

Les résultats d'ADAM montrent que l'usage de drogues est bien plus répandu chez les personnes arrêtées qu'au sein de la population en général, ce qui établit une forte association entre drogues et criminalité, et semble fonder les autorités à traiter la drogue avant tout comme un problème de criminalité. En effet, si les personnes arrêtées font plus usage de la drogue que les autres, il semble logique de déduire que l'usage de drogues entraîne d'autres délits.

Mais est-ce vraiment le cas ? Même s'ils admettent que les données collectées par ADAM peuvent être utiles, certains chercheurs ont déclaré qu'ADAM illustre la partialité du gouvernement américain en matière de drogues et sa volonté d'associer drogues et criminalité pour des raisons qui n'ont rien de scientifique. Nombre de chercheurs indépendants pensent que la relation de causalité entre drogue et criminalité n'est qu'une hypothèse qui n'a jamais été prouvée. Deux éminents juristes, professeurs au Earl Warren Legal Institute de l'Université de Californie à Berkeley, Franklin Zimring et Gordon Hawkins, affirment même, dans un ouvrage de référence, que cette hypothèse est fautive⁵⁴. Ils soutiennent que « même s'il est indiscutable que drogues et criminalité se recouvrent et interagissent de diverses façons », le taux élevé d'usage de drogues relevé chez les personnes arrêtées peut s'expliquer par des traits de leur personnalité, comme une propension plus affirmée à la prise de risque et « une disposition à passer outre la condamnation morale », qui les conduisent à la fois à prendre des drogues et à commettre des crimes. Ainsi, drogue et criminalité seraient des conséquences simultanées mais indépendantes l'une de l'autre d'autres variables : ce n'est pas l'usage de drogues qui conduit à la

⁵⁰ Goldstein P., Brownstein H., Ryan P. & Bellucci P. : « Crack and Homicide in New York City : A Case Study in the Epidemiology of Violence », in *Crack in America*, op. cit., en particulier pp. 115-122 et Tableau 6-1.

⁵¹ National Institute of Justice : *1998 Annual Report on Drug Use Among Adult and Juvenile Arrestees*, Research Report, Arrestee Drug Abuse Monitoring Program (ADAM), Department of Justice, Washington, April 1999.

⁵² Même si le NIJ déclare qu'I-ADAM en est encore à la phase de lancement, il a déjà donné lieu à une étude comparative : Taylor B. & Bennett T.: *Comparing Drug Use Rates of Detained Arrestees in the United States and England*, NIJ Report, Department of Justice, Washington, April 1999.

⁵³ Interrogé à cet égard, le NIJ a déclaré qu'il n'existait pas d'accord formel entre lui et les firmes de prisons privées.

⁵⁴ Zimring, F. & Hawkins G. : *The Search for Rational Drug Control*, Cambridge University Press, Cambridge, 1995, p. 138.

criminalité, mais plutôt d'autres facteurs qui conduisent la majorité de ceux qui commettent des crimes à également prendre des drogues. Les auteurs ajoutent que si la propension à la prise de risque et à se moquer des condamnations morales varient selon les individus, il en va de même pour leur environnement social, qui constitue lui-même une source d'explication aux taux de criminalité et d'usage de drogue élevés : « on peut s'attendre au même type de variations simultanées en ce qui concerne le contexte social. Les conditions de désorganisation sociale qui favorisent des taux élevés d'activités prédatrices sont aussi les moins résistantes à la propagation des drogues illicites. »⁵⁵

II. « Set and Setting » : un concept essentiel dans le débat américain

Le concept de « *set and setting* », c'est à dire de l'environnement socioculturel de l'usage de drogues, environnement qui peut être défini comme : « les caractéristiques des conditions d'usage des drogues, les conditions sociales qui donnent forme à ces situations en ce qu'elles touchent l'usager, et les significations et motivations historiques et culturelles spécifiques utilisées pour interpréter les effets des drogues »⁵⁶ est un produit de la recherche américaine et constitue un aspect fondamental du débat sur le lien entre drogue et criminalité. Ce concept a été élaboré par Norman Zinberg, professeur de Psychiatrie à la Harvard Medical School, dans son ouvrage de 1984, *Drug, Set and Setting*⁵⁷, aujourd'hui classique, mais on peut le considérer comme le dernier produit en date d'une école des sciences sociales américaines instaurée dans les années 1940 et 1950 par les sociologues Alfred Lindesmith et Howard Becker. Suite à l'analyse comparative de deux groupes de dépendants à l'héroïne, l'un britannique et l'autre américain, Zinberg conclut que les différences entre les deux groupes étaient « attribuables à leurs contextes sociaux différents – c'est à dire aux attitudes sociales et légales distinctes dans les deux pays. »⁵⁸ Après de longs entretiens avec des dépendants à l'héroïne dans les années 1940, Lindesmith argumenta que la dépendance à l'héroïne comportait un aspect cognitif : les consommateurs devaient d'abord ressentir des symptômes de manque, puis les reconnaître comme tels et décider d'y remédier en prenant de l'héroïne avant de devenir dépendants. Sans cette prise de conscience, le simple usage d'héroïne n'entraîne pas automatiquement de dépendance, concluait Lindesmith⁵⁹. Becker, dans son célèbre chapitre « Comment on devient fumeur de marijuana », suivit les traces de Lindesmith en montrant que pour ressentir du plaisir à fumer de la marijuana, les novices devaient apprendre de fumeurs expérimentés comment fumer, comment reconnaître des effets initialement ambigus et enfin comment associer ces derniers au plaisir. Becker conclut que l'interaction entre les fumeurs est plus importante que l'interaction chimique du cannabis avec l'organisme pour expliquer les effets de la marijuana sur ses utilisateurs⁶⁰. Ces concepts vont à l'encontre d'une des prémisses essentielles des politiques antidrogue américaines (et autres) : les drogues engendrent une dépendance par elles-mêmes, quel que soit le contexte de leur usage. D'où des accusations de « pharmacocentrisme » ou de « déterminisme pharmacologique » de la part de nombreux chercheurs envers la position gouvernementale. Bien qu'à l'origine le concept d'environnement socioculturel ait été appliqué à l'étude de la consommation de drogues, Zimring et Hawkins (ci-dessus) et d'autres chercheurs l'ont utilisé afin d'analyser des problèmes liés au trafic. Là encore, il s'agit d'un désaccord fondamental entre chercheurs et législateurs américains. En gros, les chercheurs disent que la drogue fait office de bouc émissaire et qu'il est commode et électoralement rentable, de blâmer pour des problèmes qui ont, en fait, d'autres causes. Ces causes sont à chercher dans l'environnement socioculturel et économique des communautés où les activités de trafic ont une forte incidence. Les politiques actuelles font fausse route en considérant les drogues comme la cause des problèmes sociaux, alors qu'en fait, elles sont une des conséquences de ces problèmes.

⁵⁵ *Ibid.*, p. 140.

⁵⁶ Définition donnée par Reinerman & Levine : « Crack in Context: America's Latest Demon Drug », op. cit., p. 9.

⁵⁷ Zinberg N. : *Drug, Set, and Setting: The Basis for Controlled Intoxicant Use*, Yale University Press, New Haven, 1984.

⁵⁸ *Ibid.*, p. x.

⁵⁹ Lindesmith A. : *Opiate Addiction*, Principia Press, Bloomington, 1947.

⁶⁰ Becker H. : *Outsiders*, Éditions Métailié, Paris, 1985.

Ceci est (en résumé) la thèse défendue par Richard Clayton dans son étude de la culture commerciale de la marijuana dans le Kentucky appalachien⁶¹. Clayton dit que la culture de la marijuana est l'un des moyens auxquels les habitants des Appalaches ont recours afin de survivre à la pauvreté économique de leur région. Dans une autre étude, portant sur 28 « *drug businesses* », gérés en majorité par des Noirs et des Latinos, dans deux quartiers pauvres de Milwaukee dans le Wisconsin, John Hagedorn présente une argumentation similaire : « les pauvres de Milwaukee se sont adaptés à la perte de « bons emplois » en ouvrant des milliers de commerces, pour la plupart clandestins. Le commerce le plus rentable de ce secteur informel est, malheureusement celui de la drogue. »⁶²

D'après les études de Hagedorn et de Clayton, la pauvreté et la marginalisation due aux différences ethniques ou culturelles expliquent l'implication dans le trafic de drogues des résidents des zones pauvres de l'Amérique rurale et urbaine. Mais l'une des meilleures recherches à cet égard est l'étude anthropologique réalisée par Philippe Bourgois auprès d'un groupe « d'entrepreneurs du crack » portoricains d'East Harlem (Spanish Harlem), un quartier pauvre de Manhattan⁶³. Son analyse pénétrante des « relations complexes qu'entretiennent les processus idéologiques et la réalité matérielle ainsi que la culture et la classe » confirme que la pauvreté, le racisme et l'absence de travail constituent des facteurs explicatifs de premier ordre de la propagation de l'usage et du trafic de drogues dans les villes américaines. Mais rejetant les explications structurales de type « action-réaction » comme celles de Clayton et Hagedorn, Bourgois analyse les mécanismes qui poussent certains résidents de Spanish Harlem à donner un sens à leur vie en trafiquant du crack. L'anthropologue américain détruit l'image d'Épinal de la « sous-classe » (*underclass*) peu ou pas socialisée, ignorante des valeurs de la société américaine, et de ce fait inemployable, en dépeignant les *crack business(women)* de Spanish Harlem comme de « farouches individualistes » qui « cherchent frénétiquement à réaliser le rêve américain » en travaillant d'arrache-pied dans « l'économie souterraine dynamique qui génère des millions de dollars ». L'anthropologue américain montre comment l'entreprenariat illégal fournit aux *businessmen* et *businesswomen* du crack la « dignité » que leur refuse l'économie *mainstream*, où prévaut ce que Bourgois qualifie d'« apartheid ». En effet, étant donné leurs origines sociales et culturelles, l'économie légale n'aurait rien d'autre à offrir aux habitants des quartiers pauvres que des « emplois dégradants » mal payés, où leur culture du ghetto est objet de moqueries et de désapprobation.. Mais pour réussir cette quête du « respect » dans le commerce du crack, « un usage systématique de la violence à l'encontre de ses collègues, de ses voisins et, dans une certaine mesure, de soi-même est nécessaire ». La violence des entrepreneurs du crack n'est donc pas une marque de leur irrationalité mais une stratégie « judicieuse de relations publiques, de publicité [...] et d'investissement dans le « capital humain » de l'individu-entrepreneur ». Une réputation de brutalité est nécessaire au bon fonctionnement des affaires car elle maintient à distance les concurrents et les voleurs tout en garantissant le respect des « contrats » passés avec les employés et les associés. La survie de l'entrepreneur est donc conditionnée à sa capacité d'inspirer la terreur, ce qui explique sans doute pourquoi les homicides de « système de marché illégal » étaient les plus nombreux dans l'étude de Goldstein mentionnée plus haut.

Bourgois a également élaboré un concept pour rendre compte, au moins partiellement, de l'incidence de l'abus de crack dans les ghettos américains à partir du milieu des années 1980 : « l'oppression conjuguée ». Celle-ci est définie comme : « une dynamique idéologique de discrimination ethnique entrant en interaction de manière explosive avec une dynamique économique d'exploitation de classe pour produire une expérience accablante d'oppression supérieure à la somme de ces parties. »⁶⁴ Tout compte fait, les habitants des quartiers pauvres vivent plongés dans une « culture de la terreur » similaire à celle qui fut générée « comme un outil de domination » par la dictature en Argentine dans les années 1970. La culture de la terreur englobe même les habitants qui ne sont pas impliqués dans des activités illicites car elle « empoisonne les relations interpersonnelles [...] en légitimant la violence et en rendant la

⁶¹ Clayton R. : *Marijuana in the 'Third World': Appalachia, U.S.A.*, Vol. 5, Studies on the Impact of the Illegal Drug Trade, United Nations Research Institute for Social Development and the United Nations University, Lynne Rienner Publishers, Boulder & London, 1995.

⁶² Hagedorn J. : *The Business of Drug Dealing in Milwaukee*, Wisconsin Policy Research Institute report, Vol. 11, No. 5, June 1998, p. 1.

⁶³ Bourgois P.: *In Search of Respect: Selling Crack in El Barrio*, Cambridge University Press, Cambridge, 1995.

⁶⁴ *Ibid.*, p. 68.

méfiance obligatoire. »⁶⁵ L'ironie tragique est que, contrairement à l'Amérique latine, la culture de la terreur des ghettos américains n'est pas imposée directement par une force répressive extérieure mais auto-infligée par la poursuite du rêve américain. Même si Bourgois dit qu'il s'agit aussi d'une « "culture de résistance" [...] définie par son opposition à la société *mainstream* blanche, raciste et économiquement exclusive », sa conclusion est profondément pessimiste : « le désespoir structurel, objectif, d'une population dépourvue d'une économie viable et confrontée aux barrières de la discrimination et de la marginalisation systématique est canalisée vers des pratiques d'autodestruction. »⁶⁶

On est tenté de dire que ce que décrit Bourgois, c'est une classe « autorégulée » d'exclus sociaux nourris par l'économie illégale qui sont conduits à s'entretuer par leur propre culture, la terreur, et leur propre idéologie : le rêve américain. L'intérêt du travail de Bourgois est qu'il situe le problème de la drogue au cœur même de la société américaine et non à l'extérieur de celle-ci, comme tendent à le faire croire les politiques et le discours officiels.

Conclusion

Les États-Unis sont à la fois la seule « superpuissance antidrogues » et le plus grand producteur de recherches en sciences sociales sur ce sujet. Toutefois ce double leadership ne résulte pas d'une relation symbiotique entre la recherche et les décideurs politiques. Au contraire, cet article s'efforce de montrer que la politique américaine a été plutôt imperméable à l'influence de la recherche indépendante, et parfois même à celle financée par le gouvernement. En outre, une vaste proportion de la recherche américaine sur la drogue s'est concentrée sur la politique, qu'elle considère, globalement, comme un élément central du « problème de la drogue » des États-Unis. Il semble possible de tirer un certain nombre de conclusions de cette brève analyse.

D'abord, les politiques antidrogues criminalisantes et punitives sont basées sur des prémisses qui ont été invalidées par les chercheurs en sciences sociales. On peut donc les qualifier d'« a-sociologiques » voire d'« anti-sociologiques ».

Ensuite, ces politiques ont fait l'objet, depuis les années 1980 au moins, d'une instrumentalisation de la part des pouvoirs politiques, aussi bien fédéraux que du niveau local des États, avec l'aide décisive des médias et notamment de la télévision. Le délit « drogue » est d'abord instrumentalisé comme facteur explicatif de maux sociaux qui, à ce que disent de nombreux chercheurs américains, déterminent en fait le recours à la consommation et au trafic de drogues illégales, d'où des accusations de « pharmaco-centrisme » ou de déterminisme pharmacologique ». On assiste donc à un processus d'inversion des causes et des conséquences au profit d'une légitimation de type démagogique du système politique et juridique, tous deux élus aux États-Unis.

Cette instrumentalisation s'opère principalement au détriment des pauvres et de certaines minorités ethniques : les Noirs et les Latinos. La mise en œuvre, sinon la lettre⁶⁷, de ces politiques est très fortement teintée de racisme et de xénophobie. Leur impact disproportionné sur la communauté noire (et dans une moindre mesure, latino) contribue à perpétuer l'oppression et la stigmatisation dont celle-ci a été historiquement l'objet aux États-Unis. Des historiens américains disent que ce racisme est l'une des caractéristiques permanentes des politiques antidrogue américaines depuis leur origine au XIX^{ème} siècle.

Il semble donc que cette instrumentalisation vise l'extériorisation individualisante abusive du « phénomène drogue », dont sont rendus officiellement responsables des individus extérieurs à la « société modèle » (blanche et protestante), mais jamais certaines des structures de cette même modèle.

De plus, les politiques antidrogue sont l'un des principaux moteurs de la croissance sans précédent, et de la légitimation, du système carcéral, qui s'érige en moyen privilégié de gestion

⁶⁵ *Ibid.*, p. 68.

⁶⁶ *Ibid.*, p. 63.

⁶⁷ A moins de dire, comme le font de nombreux Américains (pas seulement des Noirs), qu'elles constituent un moyen de ségrégation raciale implicite.

publique (et, de plus en plus, privée au nom de l'État⁶⁸) de la pauvreté, mais au prix d'une notable détérioration de la situation des droits de l'homme dans le pays.

Enfin, cette gestion bureaucratique contient les gènes de sa propre pérennisation, sur le mode de Sisyphe ou de la *self-fulfilling prophecy*. En effet, elles ne visent pas à traiter les causes de la demande et de l'offre de drogues mais à incarcérer momentanément les manifestations individuelles de ces symptômes. Condamnant à de longues peines de prison en majorité des hommes jeunes, elles contribuent à socialiser ces derniers par et dans la violence (étant donné les mauvaises conditions de détention et le surpeuplement de nombreuses prisons), tronquant leur éducation et obérant leur chance d'insertion dans la société légale. De plus, elles ont permis la constitution d'un large secteur, au sein de l'administration publique et de l'entreprise privée, certes diversifié, mais partageant un fort intérêt à la perpétuation du système.

⁶⁸ Sur la croissance des entreprises carcérales privées aux États-Unis, voir par exemple : OGD : « Les bonnes affaires de la "Guerre à la drogues" » et « Les barons de la *prison connection* », in *La Dépêche Internationale des Drogues*, n° 94, septembre 1999.

Bibliographie

Recherche sur le trafic de drogues et problèmes connexes aux États-Unis

Cette bibliographie contient des livres et des articles couvrant divers aspects du trafic de drogues et des politiques de contrôle publiés aux États-Unis de 1989 à 1999. Les références sont listées par ordre alphabétique par nom d'auteur et réparties en six sections: Politiques de contrôle et problèmes de justice pénale ; Histoire ; Anthropologie/sociologie ; Bibliographies ; Marijuana ; et Économie du trafic et de l'usage. Certaines sections comportent des sous-sections lorsque cela est rendu possible par la variété des sujets abordés et le nombre des entrées. Même si, dans de nombreux cas, cette classification est arbitraire – car certains travaux sont à cheval sur plusieurs catégories – nous espérons qu'elle reflète la richesse et la diversité comparative de la recherche effectuée sur le sujet aux États-Unis.

NB: Cette bibliographie ne prétend pas être exhaustive.

1. Politiques de contrôle et problèmes de justice pénale

1. Problèmes méthodologiques et économiques

BUREAU OF JUSTICE ASSISTANCE: *Lessons Learned from the Organized Crime Narcotics (OCN) Trafficking Enforcement Program Model*, BJA Monograph, Department of Justice, Washington, December 1998.

CAULKINS, J. RYDELL, P. EVERINGHAM, S., CHIESA, J. & BUSHWAY, S.: *An Ounce of Prevention, a Pound of Uncertainty: The Cost-Effectiveness of School-Based Drug Prevention Programs*, RAND, Santa Monica, 1999.

CAULKINS, J.: « What Does Mathematical Modeling Tell Us About Harm Reduction? », in *Drug and Alcohol Review*, Vol. 15, 1996.

— « Dealing With the Country's Drug Problem », in *OR/MS Today*, February, 1995.

— « Evaluating the Effectiveness of Interdiction and Source Country Control », paper presented at the Economics of the Narcotics Industry Conference, 1994.

— & REUTER, P.: « Setting Goals for Drug Policy: Harm Reduction or Use Reduction? », in *Addiction*, Vol. 92, No. 9, 1997.

— & REUTER, P.: « The Meaning and Utility of Drug Prices », in *Addiction*, Vol. 91, No. 9, 1996.

— CRAWFORD, G. & REUTER, P.: « Simulation of Adaptive Response: A Model of Drug Interdiction », in *Mathematical and Computer Modelling*, Vol. 17, No. 2, 1993.

— EBENER, P. & McCAFFREY, D.: « Describing DAWN's Dominion », in *Contemporary Drug Problems*, Vol. 22, No. 3, 1995.

DiNARDO, J.: « Law Enforcement, the Price of Cocaine and Cocaine Use », in *Mathematical and Computer Modelling*, Vol. 17, No. 2, 1993.

DRUG STRATEGIES: *Keeping Score 1998*, Washington, 1998.

— *Keeping Score 1996*, Drug Strategies, Washington, 1996.

— *Keeping Score 1995*, Drug Strategies, Washington, 1996.

GREENWOOD, P.: « Strategies for Improving the Coordination between Enforcement and Treatment Efforts in Controlling Illegal Drug Use », in *Journal of Drug Issues*, Vol. 25, No. 1, 1995.

HAAGA, J., & REUTER, P. (eds.): *Improving Data for Federal Drug Policy Decisions*, RAND, Santa Monica, January 1991.

KAHAN, J., RYDELL, P. & SETEAR, J.: « A Game of Urban Drug Policy », in *Peace and Conflict: Journal of Peace Psychology*, Vol. 1, No. 3, 1995.

— SETEAR, J., BITZINGER, M., COLEMAN, S. & FEINLEIB, J.: *Developing Games of Local Drug Policy*, RAND, Santa Monica, 1992.

MacKENZIE, D. & UCHIDA, C. (eds.): *Drugs and Crime: Evaluating Public Policy Initiatives*, Sage, Thousand Oaks, 1994.

MURPHY, P.: *Coordinating Drug Policy at the State and Federal Levels*, Research Brief, RAND Drug Policy Research Center, RB-6005, Santa Monica, 1997.

NATIONAL INSTITUTE OF JUSTICE: *Department of Justice and Department of Defense Joint Technology Program: Second Anniversary Report*, Research Report, Department of Justice, Washington, February 1997.

RASMUSSEN, D. & BERSON, R.: *The Economic Anatomy of a Drug War*, Rowman & Littlefield, Lanham, 1994.

REUTER, P.: « Setting Priorities: Budget and Program Choices for Drug Control », in *The University of Chicago Legal Forum*, 1994.

— « Prevalence Estimation and Policy Formulation », in *Journal of Drug Issues*, Vol. 23, No. 2, 1993.

— & MacCOUN, R.: « Harm Reduction and Social Policy: Should Addicts Be Paid? », in *Drug and Alcohol Review*, Vol. 15, 1996.

RYDELL, P., CAULKINS, J. & EVERINGHAM, S.: « Enforcement or Treatment: Modeling the Relative Efficacy of Alternatives for Controlling Cocaine », in *Operations Research*, Vol. 44, No. 5, September-October 1996.

RYDELL, P. & EVERINGHAM, S.: *Controlling Cocaine: Supply versus Demand Programs*, RAND, Santa Monica, 1994.

THORNTON, M.: *The Economics of Prohibition*, University of Utah Press, Salt Lake City, 1991.

2. Le débat sur la politique

ANDREAS, P., BERTRAM, E., BLACHMAN & M. SHARPE, K.: *Drug War Politics: The Price of Denial*, University of California Press, Berkeley and Oxford, 1996.

BAUM, D.: *Smoke and Mirrors: The War on Drugs and the Politics of Failure*, Little & Brown, Boston, 1996.

BAUMGARTNER, F. & JONES, B.: *Agendas and Instability in American Politics*, University of Chicago Press, Chicago, 1993.

BAYER, R. & OPPENHEIMER, G.: *Confronting Drug Policy: Illicit Drugs in a Free Society*, Cambridge University Press, Cambridge and New York, 1993.

BENJAMIN, D. & MILLER, R.L.: *Undoing Drugs: Beyond Legalization*, BasicBooks, New York, 1991.

BENSON, B. & RASMUSSEN, D.: *Illicit Drugs and Crime*, The Independent Institute, Oakland, 1996.

BICKEL, W. & DEGRANDPRE, R. (eds.): *Drug Policy and Human Nature: Psychological Perspectives on the Control, Prevention, and Treatment of Illicit Drug Use*, Plenum Press, New York, 1996.

BOAZ, D.: *The Crisis in Drug Prohibition*, Cato Institute, Washington, DC, 1990.

DUKE, S. & GROSS, A.: *America's Longest War: Rethinking our Tragic Crusade against Drugs*, Putnam, New York, 1993.

EVANS, R. & BERENT, M.: *Drug Legalization: For and Against*, Open Court, La Salle, 1992.

FALCO, M.: *The Making of a Drug-Free America: Programs that Work*, Times Books, New York, 1992.

— *Winning the Drug War: A National Strategy*, Priority Press, New York, 1989.

INCIARDI, J.: *Handbook of Drug Control in the United States*, Greenwood Press, New York, 1990.

— & McBRIDE, D.: « Legalization: A High-Risk Alternative in the War on Drugs », in *American Behavioral Scientist*, Vol. 32, 1989.

KAHAN, J.: *Can Gaming of Social Policy Issues Help Translate Good Intentions into Change?* RAND, Drug Policy Research Center Issue Paper, Santa Monica, 1993.

KLEIMAN, M.: *Against Excess: Drug Policy for Results*, Basic Books, New York, 1992.

— « Neither Prohibition nor Legalization », in *Daedalus*, Vol. 121, No. 3, 1992.

KORNBLUM, W.: « Drug Legalization and the Minority Poor », in *Milbank Quarterly*, Vol. 69, No. 3, 1991.

KRASKA, P. (ed.): *Altered States of Mind: a Critical Observation of the Drug War*, Garland Publishers, New York, 1993.

KRAUSS, M. & LAZEAR, E. (eds.): *Searching for Alternatives: Drug Control Policy in the United States*, Hoover Institution Press, Stanford, 1991.

LETWIN, M.: « Report from the Frontline: The Bennet Plan, Street-Level Drug Enforcement in New York City and the Legalization Debate », in *Hofstra Law Review*, No. 18, 1990.

LEVINE, H. & REINARMAN, C.: « From Prohibition to Regulation: Lessons from Alcohol Policy for Drug Policy », in *Milbank Quarterly*, Vol. 69, No. 3, 1991.

LONG, R.E., *Drugs in America*, H.W. Wilson, New York, 1993.

LYMAN, M. & POTTER, G.: *Drugs in Society: Causes, Concepts, and Control*, Anderson Publishing, Cincinnati, 1991.

MacCOUN, R.: « Drugs and the Law: A Psychological Analysis of Drug Prohibition », in *Psychological Bulletin*, Vol. 113, No. 3, 1993.

— KAHAN, J., GILLESPIE, J. & RHEE, J.: « A Content Analysis of the Drug Legalization Debate », in *Journal of Drug Issues*, Vol. 23, No. 4, 1993.

MacCOUN, R. & REUTER P.: « Drug Control », in TONRY, M. (ed.): *The Handbook of Crime and Punishment*, Oxford University Press, Oxford and New York, 1998.

— « Interpreting Dutch Cannabis Policy: Reasoning by Analogy in the Legalization Debate », in *Science*, Vol. 278, 3 October 1997.

— & SCHELLING, T.: « Assessing Alternative Drug Control Regimes », in *Journal of Policy Analysis and Management*, Vol. 15, No. 3, June 1996.

- MASSING, M.: *The Fix*, Simon & Schuster, New York, 1998.
- McSHANE, M. & WILLIAMS, F (eds.): *Drug Use and Drug Policy*, Garland Publishers, New York, 1997.
- MIECZKOWSKI, T. (ed.): *Drugs, Crime, and Social Policy: Research, Issues, and Concerns*, Allyn & Bacon, Boston, 1992.
- MOORE, M.: « Drugs: Getting a Fix on the Problem and the Solution », in *Yale Law & Policy Review*, Vol. 8, 1990.
- MURPHY, P.: *Keeping Score: The Frailties of the Federal Drug Budget*, RAND Drug Policy Research Center Issue Paper, IP-138, Santa Monica, January 1994.
- NADELMANN, E.: « Commonsense Drug Policy », *Foreign Affairs*, Vol.77, No.1, January/February 1998.
- « Thinking Seriously About Alternatives to Drug Prohibition », in *Daedalus*, Vol. 121, No. 3, 1992.
- « Legalization is the Answer », in *Issues in Science and Technology*, summer 1990.
- « Drug Prohibition in the United States: Costs, Consequences and Alternatives », in *Science*, September 1, 1989.
- PETERSON, R.: *The Success of Tough Law Enforcement*, Vestal, New York, 1996.
- SKOLNICK, J.: « Rethinking the Drug Problem », in *Daedalus*, Vol. 121, No. 3, 1992.
- REINARMAN, C. & LEVINE, H. (eds.): *Crack in America, Demon Drugs and Social Justice*, University of California Press, Berkeley, Los Angeles and London, 1997.
- REUTER, P.: « Why Can't We Make Prohibition Work Better? Some Consequences of Ignoring the Unattractive », in *Proceedings of the American Philosophical Society*, Vol. 141, No.3, September 1997.
- & CAULKINS, J.: « Redefining the Goals of National Drug Policy: Report of a Working Group », in *American Journal of Public Health*, Vol. 85, No. 8, 1995.
- « Hawks Ascendant: The Punitive Trend of American Drug Policy », in *Daedalus*, Vol. 121, No.3, Summer 1992.
- & HAAGA, J.: « The Limits of the Czar's Ukase: Drug Policy at the Local Level », in *Yale Law and Policy Review*, Vol. 8, No. 1, 1990.
- SHARP, E.: *The Dilemma of Drug Policy in the United States*, HarperCollins, New York, 1994.
- STERLING, E.: « Drug Policy of a Failed User », in *Legal Times: Law and Lobbying in the Nation's Capital*, May 22 1995.
- « Is the Bill of Rights a Casualty of the War on Drugs? », Paper presented at the 92nd Annual Convention of the Colorado Bar Association, Aspen, September 14, 1990.
- SZASZ, T.: *Our Right to Drugs: The case for a Free Market*, Praeger, New York, 1992.
- THEVENOT, C.: *Crises of the Anti-Drug Effort*, 1999, Criminal Justice Policy Foundation, Washington, 1999.
- TREBACH, A.: « Tough Choices: The Practical Politics of Drug Policy Reform », in *American Behavioral Scientist*, Vol. 32, 1989.
- & ZEESE, K. (eds.): *Strategies for Change: New directions in Drug Policy*, Drug policy Foundation, Washington, 1994.
- *New frontiers in Drug Policy*, The Drug Policy Foundation, Washington, D.C., 1991.
- *The Great Issues of Drug Policy*, The Drug Policy Foundation, Washington, D.C., 1990.
- *Drug Prohibition and the Conscience of Nations*, The Drug Policy Foundation, Washington, D.C., 1990.
- WARNER, K.: « Legalizing Drugs: Lessons from (and about) Economics », in *Milbank Quarterly*, Vol. 69, No. 4, 1991.
- WEATHERBURN, D. & LIND, B.: « Drug Law Enforcement Policy and its Impact on the Heroin Market », in *Addiction*, Vol. V, No.92, 1996.
- WILSON, J.: « Against the Legalization of Drugs », in *Commentary*, February 1990.
- WISOTSKY, S.: *Beyond the War on Drugs: Overcoming of a Failed Public Policy*, Prometheus Books, Buffalo, 1990.
- ZIMRING, F. & HAWKINS, G.: *The Search for Rational Drug Control*, Cambridge University Press, Cambridge, New York and Melbourne, 1995.

3. Problèmes généraux de justice pénale

- AMERICAN BAR ASSOCIATION: *The State of Criminal Justice: An Annual Report*, Washington, DC, 1993.
- *The Community Anti-Drug Coalition Initiative*, Special Committee on the Drug Crisis, Washington, DC, 1991.
- BECKETT, K.: *Making Crime Pay: Law and Order in Contemporary American Politics*, Oxford University Press, Oxford and New York, 1997.
- BELENKO, S., FAGAN, J. & CHIN, K.L.: « Criminal Justice Responses to Crack », in *Journal of Research in Crime and Delinquency*, Vol. 28, February 1991.

- BELENKO, S., NICKERSON, G. & RUBENSTEIN, T.: *Crack and the New York Courts: A Study of Judicial Responses and Attitudes*, New York City Criminal Justice Agency, New York, December 1990.
- BUREAU OF JUSTICE STATISTICS: *Drugs, Crime and the Justice System: A National Report*, Government Printing Office, Washington, December 1992.
- CARTER, D.: « Drug-related Corruption of Police Officers: A Contemporary Typology », in *Journal of Criminal Justice*, Vol. 18, 1990.
- DONZINGER, S. (ed.): *The Real War on Crime: The Report of the National Criminal Justice Commission*, HarperPerennial, New York, 1996.
- FINN, P. & NEWLYN, A.: *Miami's « Drug Court »: A Different Approach*, National Institute of Justice, Washington, DC, 1993.
- GAINES, L. & KRASKA, P.: *Drugs, Crime, and Justice: Contemporary Perspectives*, Waveland Press, Prospect Heights, 1997.
- GOLDKAMP, J. & WEILAND, D.: *Assessing the Impact of Dade County's Felony Drug Court*, National Institute of Justice, Washington, DC, 1993.
- GOLDSTEIN, P.: « Drugs and Violent Crime », in WEINER, N. & WOLFGANG, M.: *Pathways to Criminal Violence*, Sage Publications, Newbury Park, 1989.
- INCIARDI, J. (ed.): *Drug Treatment and Criminal Justice Issues*, Sage Publications, Beverly Hills, 1993.
- IRWIN, J. & AUSTIN, J.: *It's About Time: America's Imprisonment Binge*, Wadsworth, Belmont, 1994.
- MAUER, M.: *Americans Behind Bars: U.S. and International Use of Incarceration, 1995*, The Sentencing Project, Washington, D.C., 1997 (this is an update of similar studies published since 1991).
- MOORE, M.: « Drugs, the Criminal Law, and the Administration of Justice », in *Milbank Quarterly*, Vol.69, No.4, 1991.
- NATIONAL INSTITUTE OF JUSTICE: *When Neighbors Go to Jail: Impact on Attitudes About Formal and Informal Social Control*, NIJ Research Preview, Department of Justice, Washington, July 1999.
- *National Evaluation of Weed and Seed*, NIJ Research in Brief, Department of Justice, Washington, June 1999.
- *Reducing Crime and Drug Dealing by Improving Place Management: A Randomized Experiment*, NIJ Research in Brief, Department of Justice, Washington, January 1999.
- *1998 Annual Report on Drug Use Among Adult and Juvenile Arrestees*, Research Report, Arrestee Drug Abuse Monitoring Program (ADAM), Department of Justice, Washington, April 1999.
- COWLES, E., CASTELLANO, T. & GRANSKY, L.: « Boot Camp » *Drug Treatment and Aftercare Interventions: An Evaluation Review*, NIJ Research in Brief, Department of Justice, Washington, July 1995.
- MAXSON, C.: *Street Gangs and Drug Sales in Two Suburban Cities*, NIJ Research in Brief, Department of Justice, Washington, July 1995.
- HEPBURN, J., JOHNSTON, W. & ROGERS, S.: *Do Drugs, Do Time: An Evaluation of the Maricopa County Demand Reduction Program*, NIJ Research in Brief, Department of Justice, Washington, October 1994.
- DUNWORTH, T. & SAIGER, A.: *Drugs and Crime in Public Housing: A Three-City Analysis*, NIJ Research Report, Department of Justice, Washington, 1994.
- SADOVSKY BAGGINGS, D.: *Drug Hate and the Corruption of American Justice*, Praeger, New York, 1998.
- SCHLOSSER, E.: « The Prison-Industrial Complex », in *The Atlantic Monthly*, Vol. 282, No.6, December 1998.
- U.S. DEPARTMENT OF JUSTICE: *An Analysis of Non-Violent Drug Offenders with Minimal Criminal Histories*, Government Printing Office, Washington, 1994.
- WEISEL, D.: *Police Antidrug Tactics: New Approaches and Applications*, Police Executive Research Forum, Washington, 1996.
- WEISHEIT, R. (ed.): *Drugs, Crime, and the Criminal Justice System*, Anderson Publishing Company, Cincinnati, 1990.
- WILSON, J. & TONRY, M. (eds.): *Drugs and Crime (Crime and Justice, Vol 13)*, University of Chicago Press, Evanston, 1991.
- *Drugs and Crime: Review of Research*, University of Chicago Press, Chicago, 1990.

4. Application des peines et problèmes de droits de l'homme

- AMNESTY INTERNATIONAL: *United States: Human Rights Concerns in the Border Region with Mexico*, AMR 51/03/98, May 1998.
- *Police Brutality and Excessive Force in the New York Police Department*, AMR 51/36/96, June 1996.
- CAULKINS, J., RYDELL, P., SCHWABE, W. & CHIESA, J.: *Mandatory Minimum Drug Sentences: Throwing Away the Key or the Taxpayers' Money?*, RAND, Santa Monica, 1997.

NATIONAL INSTITUTE OF JUSTICE: « *Three Strikes and You're Out* »: A Review of State Legislation, NIJ Research in Brief, Department of Justice, Washington, September 1997.

DILULIO, J.: « Against Mandatory Minimums: The Disaster of Drug-Sentencing Laws », in *National Review*, May 17, 1999.

DiMASCIO, W.: *Seeking Justice: Crime and Punishment in America*, The Edna McConnell Clark Foundation, New York, 1997.

FAMM: *History of Mandatory Minimums*, Families Against Mandatory Minimums (FAMM), Washington, 1998.

— *What's Wrong with Mandatory Minimum Sentences*, Families Against Mandatory Minimums (FAMM), Washington, 1992.

HUMAN RIGHTS WATCH: *Cruel and Usual: Disproportionate Sentences for New York Drug Offenders*, Human Rights Watch Report, Vol.9, No.2(B), Human Rights Violations in the United States, New York, March 1997.

HUSAK, D.: *Drugs and Rights*, Cambridge University Press, New York, 1992.

GREENWOOD, P.: *Three Strikes and You're Out: Estimated Costs and Benefits of California's New Mandatory-Sentencing Law*, RAND, Santa Monica, 1994.

MEIERHOEFER, B.: *The General Effect of Mandatory Minimum Prison Terms: A Longitudinal Study of Federal Sentences Imposed*, Federal judicial Center, Washington, 1992.

MUSCOREIL, K.: *New York's Rockefeller Drug Laws*, The November Coalition, Colville, April/May 1998.

UNITED STATES SENTENCING COMMISSION: *Cocaine and Federal Sentencing Policy*, Government Printing Office, Washington DC, February 1995.

5. Problèmes d'ethnicité et de genre

CANY & NYSCCJ: *Imprisoned Generation*, A Report by the Correctional Association of New York & the New York State Coalition for Criminal Justice, New York, 1990.

EDSALL, T. with EDSALL, M.: *Chain Reaction: The Impact of Race, Rights and Taxes on American Politics*, W.W. Norton, New York, 1991.

FREEMAN, R.: « Crime and the Employment of Disadvantaged Youth », National Bureau of Economic Research, Working Paper No. 3875, Washington, 1991.

HULING, T.: *Injustice Will Be Done: Women Drug Couriers and the Rockefeller Drug Laws*, Correctional Association of New York, New York, 1992.

HUMAN RIGHTS WATCH: *Race and Drug Law Enforcement in the State of Georgia*, A Human Rights Watch Short Report, Vol. 8, No. 4, July 1996.

KENNEDY, R.: *Race, Crime and the Law*, Vintage Books, New York, 1997.

LUSANE, C.: *Pipe Dream Blues: Racism and the War on Drugs*, South End Press, Boston, 1991.

MAUER, M.: *Race to Incarcerate*, The Sentencing Project, Washington D.C., 1999.

— *War on Drugs: Racial Impact of a Failed Policy*, The Sentencing Project, Washington D.C., 1997.

— « The Drug War's Unequal Justice », in *The Drug Policy Letter*, No.28, winter 1996.

— *Young Black Americans and the Criminal Justice System: Five Years Later*, The Sentencing Project, Washington, D.C., 1995.

— « Alice in Wonderland Goes to Criminal Court, or How Do We Develop a More Effective Sentencing System? », in *Public Law Review*, Saint Louis University, 1994.

— *Lock 'Em Up and Throw Away the Key: African American Males and the Criminal Justice System*, National Urban League, Washington, DC., 1993.

— & SHINE, K.: *Does the Punishment Fit the Crime?: Drug Users and Drunk Drivers, Questions of Race and Class*, The Sentencing Project, Washington D.C., 1993.

— *Young Black Men and the Criminal Justice System: A Growing National Problem.*, The Sentencing Project, Washington D.C., 1990.

MEIER, K.: « Race and the War on Drugs: America's Dirty Little Secret », in *Policy Currents*, Vol. 2, No. 4, 1992.

MILLER, J.: *Hobbling a Generation: Young African American Males in the Criminal Justice System of America's Cities*, National Center on Institutions and Alternatives, Alexandria, 1992.

MORLEY, J.: « White Gram's Burden », in *The Drug Policy Letter*, No.28, winter 1996.

RENSHAW, K.: « A Civil Approach to a Controversial Issue: Minnesota's Attempt to Deal with Mothers of 'Cocaine Babies' », in *Hamline Journal of Public Law and Policy*, Vol.11, 1990.

ROBERTS, D.: « Punishing Drug Addicts Who Have Babies: Women of Color, Equality, and the Right of Privacy », in *Havard Law Review*, Vol.104, 1991.

SCHIRALDY, V., KUYPER, S. & HEWITT, S.: *Young African Americans and the Criminal Justice System in California: Five Years Later*, Center on Juvenile and Criminal Justice, San Francisco, Washington & Baltimore, February & 1996.

STERLING, E.: *Racially Disproportionate Outcomes in Processing Drug Cases*, Criminal Justice Policy Foundation, Washington, September 1998.

TONRY, M.: *Malign Neglect: Race, Crime, and Punishment in America*, Oxford University Press, New York and Oxford, 1995

2. Histoire

BLOCK, A.: *Space, Time, and Organized Crime*, Transaction Publishers, New Brunswick, 1994.

— (ed.) *Perspectives on Organizing Crime: Essays in Opposition*, Kluwer Academic Publishers, Dordrecht and Boston, 1991.

— (ed.) *The Business of Crime: A Documentary Study of Organized Crime in the American Economy*, Westview Press, Boulder, 1991.

— « European Drug Traffic and Traffickers Between the Wars: The Policy of Suppression and Its Consequences », in *Journal of Social History*, Vol. 23, No. 2, 1989.

— & McWILLIAMS, J.: « On the Origins of American Counterintelligence : Building a Clandestine Network », in *Journal of Policy History*, Vol. 1, No.4, 1989.

BLOCKER, J.: *American Temperance Movements*, Twayne, Boston, 1989.

BOOTH, M.: *Opium: A History*, Saint Martin's Press, New York, 1998.

BURNHAM, J.: *Bad Habits: Drinking, Smoking, Taking Drugs, Gambling, Sexual Misbehavior, and Swearing in American History*, New York University Press, New York and London, 1993.

COURTWRIGHT, D.: « The Rise and Fall of Cocaine in the United States », in GOODMAN, J., LOVEJOY, P. & SHERRATS, A. (eds.): *Consuming Habits: Drugs in History and Anthropology*, Routledge, London and New York, 1995.

— « Drug Legalization and Drug Trafficking in History and Economic Perspective », paper presented at Banbury Center Conference on Addictions, Cold Spring Harbor, New York, 1990.

— HERMAN, J. & DES JARLAIS, D.: *Addicts Who Survived: An Oral History of Narcotic Use in America, 1923-1965*, University of Tennessee Press, Knoxville, 1989.

DE VIDTS, J.: « Laws and Racial Discrimination in the United States: A Historical Overview », in TREBACH, A. & ZEESE, K. (eds.): *The Great Issues of Drug Policy*, The Drug Policy Foundation, Washington, D.C., 1990.

FRIEDMAN, L.: *Crime and Punishment in American History*, Basic Books, New York, 1993.

FRIMAN, R.: *Narcodiplomacy: Exporting the U.S. War on Drugs*, Cornell University Press, Ithaca, 1996.

GOODMAN, J., LOVEJOY, P. & SHERRATS, A. (eds.): *Consuming Habits: Drugs in History and Anthropology*, Routledge, London and New York, 1995.

GOOTENBERG, P. (ed.): *Cocaine: Global Histories*, Routledge, London and New York, 1999.

GUSFIELD, J.: *Symbolic Crusade: Status Politics and the American Temperance Movement*, University of Illinois Press, Urbana, 1989.

JONNES, J.: *Hep-Cats, Narcs, and Pipe Dreams: A History of America's Romance with Illegal Drugs*, Scribner, New York, 1996.

KARCH, S.: *A Brief History of Cocaine*, CRC Press, Boca Raton, 1998.

KINDER, D.: « Shutting Out the Evil: Nativism and Narcotics Control in the United States », in *Journal of Policy History*, Vol. 3, No.4, 1991.

— « Nativism, Cultural Conflict, Drug Control: United States and Latin American Diplomacy through 1965 », in MABRY, D. (ed.): *The Latin American Narcotics Trade and U.S. National Security*, Greenwood Press, New York and London, 1989.

McCOY, A.: *The Politics of Heroin: CIA Complicity in the Global Drug Trade*, Lawrence Hill Books, New York, 1991.

McWILLIAMS, J.: « Through the Past Darkly: The Politics and Policies of America's Drug War », in *Journal of Policy History*, Vol. 3, No. 4, 1991.

— *The Protectors: Harry J. Anslinger and the Federal Bureau of Narcotics, 1930-1962*, University of Delaware Press, Newark, 1990.

MEYER, K. & PARSSINEN, T.: *Webs Of Smoke: Smugglers, Warlords, Spies, and the History of the International Drug Trade*, Rowman & Littlefield, Lanham, 1998.

MILLER, R.: *Drug Warriors and Their Prey*, Praeger, New York, 1996.

MUSTO, D.: « Opium, Cocaine and Marijuana in American History », in *Scientific American*, July 1991.

PENDERGRAST, M.: *For God, Country, and Coca-Cola: The Unauthorized History of the World's Most Popular Soft-Drink*, Scribner, New York, 1993.

- RIDGLEY, R.: *Essential Substances: A Cultural History of Intoxication in Society*, Kadanswa International, New York, 1994.
- RONELL, A.: *Crack Wars: Literature, Addiction, Mania*, University of Nebraska Press, Lincoln, 1992.
- SCHIVELBUSCH, W.: *Tastes of Paradise: A Social History of Spices, Stimulants and Intoxicants*, Vintage Press, New York, 1992.
- SPILLANE, J.: «Did Drug Prohibition Work? Reflections on the End of the First Cocaine Experience in the United States, 1910-1945 », in *Journal of Drug Issues*, No.28, 1998.
- WALKER, W. (ed.): *Drugs in the Western Hemisphere: An Odyssey of Cultures in Conflict*, Scholarly Resources, Wilmington, 1996.
- *Drug Control Policy, Essays in Historical and Comparative Perspective*, Pennsylvania State University Press, University Park, 1992.
- *Opium and Foreign Policy : the Anglo-American Search for Order in Asia, 1912-1954*, University of North Carolina Press, Chapel Hill, 1991.
- WARNER, N.: *Spirits of America: Intoxication in 19th Century American Literature*, University of Oklahoma Press, Norman, 1997.
- WEIR, W.: *In the Shadow of the Dope Fiend: America's War on Drugs*, Archon Books, North Haven, 1995.
- WHITESIDE, H.: *Menace in the West: Colorado and the American Experience with Drugs, 1873-1963*, Colorado Historical Society, Denver, 1997.

3. Anthropologie/sociologie

1. Problèmes généraux

- ADLER, P.: *Land of Opportunity: One Family's Quest for the American Dream in the Age of Crack*, Atlantic Monthly Press, New York, 1995.
- *Wheeling and Dealing: An Ethnography of an Upper-Level Drug Dealing and Smuggling Community*, Columbia University Press, New York, 1992.
- BACHMAN, J., WALLACE, J., O'MALLEY, P., JOHNSTON, L., CANDACE, K. & NEIGHBORS, H.: «Race/Ethnic Differences in Smoking, Drinking, and Illicit Drug Use Among American High-School Seniors, 1976-89 », in *American Journal of Public Health*, No.81, 1991.
- BENNETT, W.: *Drug Policy and the Intellectuals*, Speech at the Kennedy School of Government, Harvard University, December 11, 1989.
- BOURGOIS, P.: *In Search of Respect: Selling Crack in El Barrio*, Cambridge University Press, Cambridge, New York and Melbourne, 1995.
- BREWTON, P.: *The Mafia, CIA & George Bush*, SPI Books, New York 1992.
- CERVANTES, R. (eds.): *Substance Abuse and Gang Violence*, Sage, Newbury Park, 1992.
- CLIFTON, M.: *There Goes the Neighborhood*, Prescott Press, Lafayette, 1993.
- CURRIE, E.: *Reckoning: Drugs, the Cities, and the American Future*, Hill and Wang, New York, 1993.
- FAUPEL, C.: *Shooting Dope: Career Patterns of Hard-Core Heroin Users*, University of Florida Press, Gainesville, 1991.
- GLICK, R. & MOORE, J. (eds.): *Drugs in Hispanic Communities*, Rutgers University Press, New Brunswick, 1990.
- GOLDSTEIN, P., BROWNSTEIN, P. & BELLUCCI, P.: «Crack and Homicide in New York City, 1988: A Conceptually Based Event Analysis », in *Contemporary Drug Problems*, , Vol. 16, 1989.
- GÓMEZ, L.: *Misconceiving Mothers: Legislators, Prosecutors, and the Politics of Prenatal Drug Exposure*, Temple University Press, Philadelphia, 1997.
- GORDON, D.: *The Return of the Dangerous Classes: Drug Prohibition and Policy Politics*, W.W. Norton & Co., New York, 1994.
- HARREL, A. & PETERSON, G. (eds.): *Drugs, Crime, and Social Isolation: Barriers to Urban Opportunities*, Urban Institute Press, Washington, 1992.
- HUMPHREYS, K. & RAPAPORT, J.: «From the Community Mental Health Movement to the War on Drugs: A Study in the Definition of Social Problems », in *American Psychologist*, Vol. 48, Nà. 8, 1993.
- JACOBS, B. & GEISS, G. (EDS.): *Dealing Crack: The Social World of Streetcorner Selling*, Northeastern University Press, Boston, 1999.
- JOHNS, C.J.: *Power, Ideology, and the War on Drugs: Nothing Succeeds like Failure*, Praeger, New York, 1992.
- KANDEL, D.: «The Social Demography of Drug Use », in *Milbank Quarterly*, Vol.69, No.4, 1991.
- MANDERSON, D.: «Metamorphosis: Clashing Symbols in the social construction of drugs », in *The Journal of Drug Issues*, No.23, 1995.
- MURPHY, S., WALDORF, D. & REINARMAN, C.: «Drifting into Dealing: Becoming a Cocaine Seller », in *Qualitative Sociology*, No.13, 1990.

REINARMAN, C.: « The Social Construction of Drug Scares », in ADLER, P. & ADLER, P. (eds.): *Constructions of Deviance*, Wadsworth, Belmont, 1994.

— « Glasnost in U.S. Drug Policy?: Clinton Constrained », in *International Journal of Drug Policy*, No.5, 1994.

RUMBARGER, J.: *Profit, Power and Prohibition: Alcohol Reform and the Industrializing of America, 1800-1930*, University of New York Press, Albany, 1989.

SIMON, D. & BURNS, E.: *The Corner: A Year in the Life of an Inner-City Neighbourhood*, Broadway Books, New York, 1998.

STALEY, S.: *Drug Policy and the Decline of American Cities*, Transactions Publishers, New Brunswick, 1992.

WALDORF, D., REINARMAN, C. & MURPHY, S.: *Cocaine Changes: The Experience of Using and Quitting*, Temple University Press, Philadelphia, 1991.

WILLIAMS, T. & KORNBLUM, W.: *The Uptown Kids: Struggle and Hope in the Projects*, Putnam, New York, 1994.

WILLIAMS, T.: *Crackhouse*, Addison-Wesley Publishing Company, Reading (USA), 1992.

— *The Cocaine Kids*, Addison-Wesley Publishing Company, Reading (USA), 1989.

2. Problèmes liés aux médias

ELWOOD, W.: *Rhetoric in the War on Drugs: The Triumphs and Tragedies of Public Relations*, Praeger, Westport, 1994.

GONZENBACH, W.: *The Media, the President, and Public Opinion: A Longitudinal Analysis of the Drug Issue, 1984-1991*, L. Erlbaum Associates, Mahwah, 1996.

REEVES, J. & CAMPBELL, R.: *Cracked Coverage. Television News, the Anti-Cocaine Crusade, and the Reagan Legacy*, Duke University Press, Durham and London, 1994.

4. Bibliographies

BOTERO, C.: *Drugs and Latin America: A Bibliography*, Vance Bibliographies, Monticello, 1990.

CROUCH, T.: *Clic Papers: An Annotated Bibliography on Military Involvement in Counterdrug Operations, 1980-1990*, Department of the Army, Department of the Air Force, Army-Air Force Center for Low Intensity Conflict, Langley Air Force Base, Virginia, September 1992, AD-A252 212.

McCARL, H. & YANG, C.: *Economic Impact of the Underground Economy: A Bibliography on*

Money Laundering and Other Aspects of Off-the-Record Economic Transactions, Vance Bibliographies, Monticello, 1989.

NARCO-ALERT: *The War on Drugs: A Research Guide*, Washington, 1993.

TULLIS, L.: *Handbook of Research on the Illicit Drug Traffic: Socioeconomic and Political Consequences*, Greenwood Press, Westport, 1991.

HALLINGBY, L.: « The Two Lindesmith Center Libraries on Drug Policy Reform: The Traditional Library and the Virtual Library », in *Behavioral and Social Science Librarian*, Vol. 17, No.1, 1998.

5. Marijuana

CLAYTON, R.: *Marijuana in the 'Third World': Appalachia, U.S.A.*, Vol. 5, Studies on the Impact of the Illegal Drug Trade, United Nations Research Institute for Social Development and the United Nations University, Lynne Rienner Publishers, Boulder and London, 1995.

GRINSPOON, L.: *Marihuana Reconsidered*, Quick American Archives, Oakland, 1994.

HARRISON, L., BACKENHEIMER, M. & INCIARDI, J.: *Cannabis Use in the United States: Implications for Policy*, Center for Drug and Alcohol Studies, University of Delaware, Newark, DE, June 1995.

KLEIMAN, M.: *Marijuana: Costs of Abuse, Costs of Control*, Greenwood Press, New York, 1989.

THOMAS, C.: *Marijuana Arrests and Incarceration in the United States: Preliminary Report*, The Marijuana Policy Project, Washington,; November 1998.

WEISHEIT, R.: *Domestic Marijuana: A Neglected Industry*, Greenwood Press, New York, 1992.

ZIMMER, L. & MORGAN, J.: *Marijuana Myths, Marijuana Facts, a Review of the Scientific Evidence*, The Lindesmith Center, New York and San Francisco, 1997.

6. Économie du trafic et de l'usage du drogues

- BECKER, G., GROSSMAN, M. & MURPHY, K.: « A Theory of Rational Addiction », in *Journal of Political Economy*, Vol.96, 1989.
- CAULKINS, J.: « Is Crack Cheaper Than (Powder) Cocaine? », in *Addiction*, Vol. 92, No. 11, 1997.
- « Modeling the Domestic Distribution Network for Illicit Drugs », in *Management Science*, Vol. 43, No. 10, 1997.
- « Domestic Geographic Variation in Illicit Drug Prices », in *Journal of Urban Economics*, Vol. 37, 1995.
- *Developing Price Series for Cocaine*, RAND, Santa Monica, 1994.
- CHILDRESS, M.: *A Systems Description of the Heroin Trade*, RAND, Santa Monica, 1994.
- *A Systems Description of the Marijuana Trade*, RAND, Santa Monica, 1994.
- DOMBEY-MOORE, B., RESETAR, S. & CHILDRESS, M.: *A Systems Description of the Cocaine Trade*, RAND, Santa Monica, 1994.
- EVERINGHAM, S., RYDELL, P. & CAULKINS, J.: « Cocaine Consumption in the United States: Estimating Past Trends and Future Scenarios », in *Socio-Economic Planning Science*, Vol. 29, No. 4, 1996.
- EVERINGHAM, S., & RYDELL, P.: *Modeling the Demand for Cocaine*, RAND, Santa Monica, 1994.
- HAGEDORN, J.: *The Business of Drug Dealing in Milwaukee*, Wisconsin Policy Research Institute report, Vol. 11, No. 5, June 1998.
- KENNEDY, M., REUTER, P. & RILEY, K.J.: *A Simple Economic Model of Cocaine Production*, RAND, National Defense Research Institute, Santa Monica, 1994.
- MacCOUN, R. & REUTER, P.: « Are the Wages of Sin \$30 an Hour: Economic Aspects of Street-level Drug Dealing », in *Crime and Delinquency*, Vol. 38, No. 4, 1992.
- POZO, S. (ed.): *Exploring the Underground Economy*, W.E. Upjohn Institute, Kalamazoo, 1996.
- REUTER, P. & HAAGA, J.: *The Organization of High-Level Drug Markets: An Exploratory Study*, RAND, Santa Monica, 1989.
- REUTER, P., MacCOUN, R., MURPHY, P. with ABRAHAMSE, A. & SIMON, B.: *Money from Crime: A Study of the Economics of Drug Dealing in Washington, D.C.*, RAND, Santa Monica, 1990.
- SANER, H., MacCOUN, R. & REUTER, P.: « On the Ubiquity of Drug Selling Among Youthful Offenders in Washington, D.C., 1985-1991: Age, Period or Cohort Effect? », in *Journal of Quantitative Criminology*, Vol. 11, No. 4, December 1995.